

NOUVELLE DONNE
EN
AMÉRIQUE CENTRALE ?

La crise de "l'Irangate" et des fonds secrets versés à la contra n'a pas ébranlé la volonté américaine d'imposer une solution militaire au Nicaragua. Le secrétaire d'Etat adjoint Elliot Abrams l'a répété le 23 janvier, tandis que son chef, George Schultz, refusait d'exclure, le 18 janvier, une intervention directe des "marines" si la contra ne parvenait pas à renverser les sandinistes. De nouvelles manœuvres militaires, mobilisant 10 000 hommes et le porte-avions USS-Iowa sont en cours au Honduras et à Panama.

Car le moral de la contra est sérieusement entamé ! Le 24 janvier, le front sud de la contra a annoncé son retrait de l'alliance pour n'avoir pas vu un sou des 60 millions accordés par le Congrès américain. Et surtout, le 8 février, la seule figure "présentable" de l'Union de l'opposition nicaraguayenne, qui devait donner un vernis politique aux mercenaires, Arturo Cruz, a annoncé son retrait de l'alliance, faute d'avoir pu "mettre sous contrôle civil les rebelles de la FDN" (NZZ, 9 février 1987). L'échec militaire de la contra, qui n'a jamais pu se créer une base sociale au Nicaragua, se double d'un échec politique : elle est, plus que jamais, une troupe de mercenaires terroristes.

Cet échec n'est pourtant pas le seul pour Reagan. Au Salvador, la "solution démocratique" de Duarte finit dans les sables d'une crise sociale profonde, d'un régime si corrompu que tous le rejettent et d'une armée, équipée tout de neuf par les USA à raison d'un million de dollars par jour, qui menace de putsch militaire. Le Costa Rica d'Arias s'est vendu aux exigences du FMI qui frappent durement les petits producteurs agricoles et le Honduras, vendu depuis longtemps à l'armée US qui en a fait sa base, paie le prix de la présence des contras sur son territoire. Ces trois pays, directement à la botte des USA, n'offrent guère une alternative politique crédible et stable, et c'est pourquoi, à l'initiative de la diplomatie américaine, ils viennent de s'opposer à la relance du processus de paix de la Contadora (soutenu cette fois par l'ONU) en exigeant avant toute solution que Managua change d'abord de régime ! Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, en concluait au terme de sa tournée en Amérique centrale qu'il fallait "appeler les choses par leur nom et dire clairement si on est pour ou contre la paix".

Bloquée par les USA, la relance des négociations de la Contadora se double d'une initiative, certes limitée, du Guatemala pour chercher l'appui des pays européens. Cette "ingérence" européenne dans son "jardin" centro-américain inquiète Washington, qui s'est empressé de faire pression sur la CEE. Tout montre donc que Reagan maintient, malgré les obstacles et les échecs, sa volonté d'imposer sa solution militaire et politique en Amérique centrale. La Suisse, forte du jugement de La Haye et des conditions favorables de son commerce avec le Nicaragua, n'aurait qu'une chose à faire si elle voulait manifester sa "contribution à la paix" : acheter massivement le café nicaraguayen pour desserrer l'étau économique de ce pays et condamner publiquement le sabotage de tout accord par les USA, qui préparent la guerre.

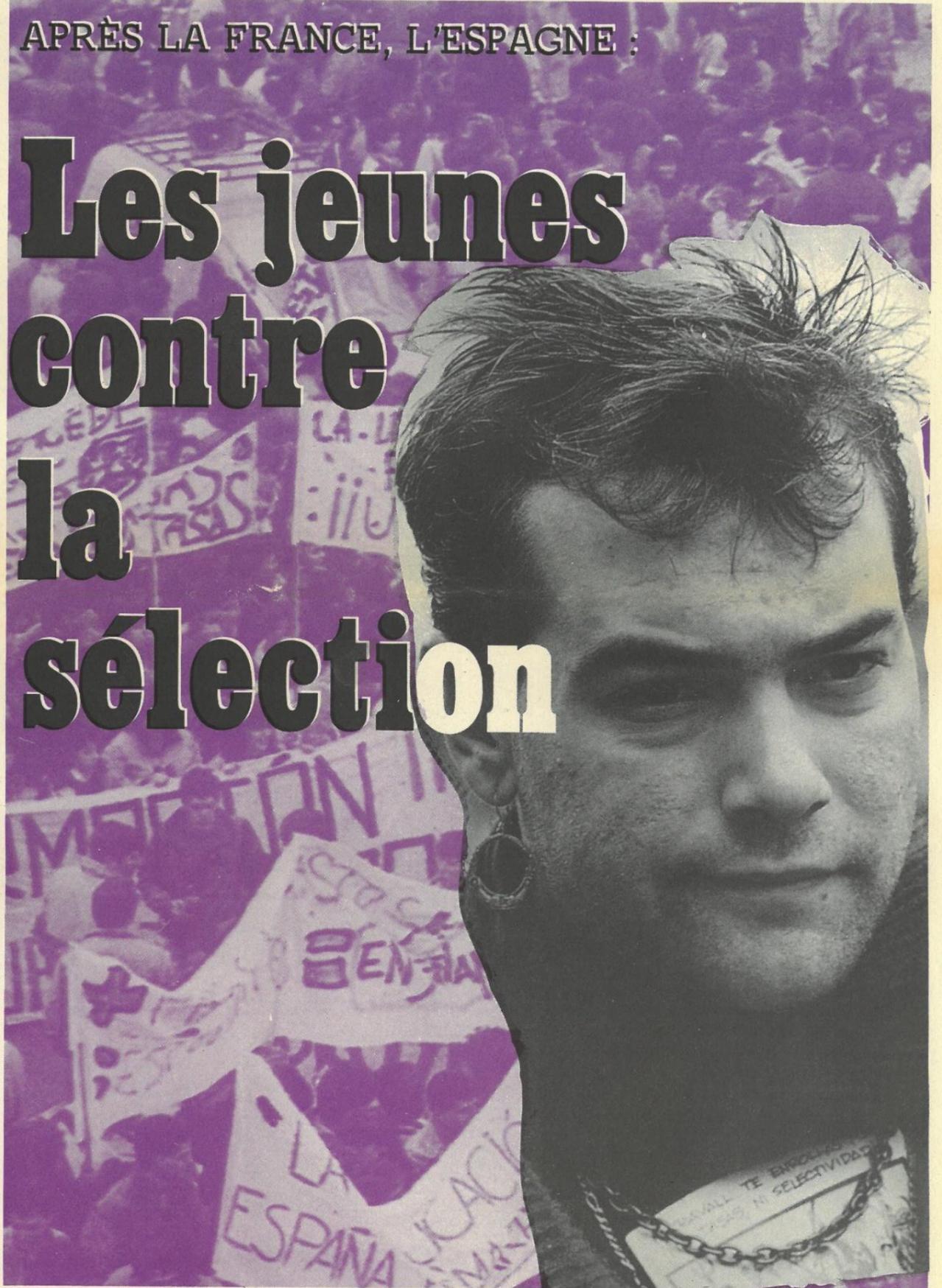
La Brèche

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

APRÈS LA FRANCE, L'ESPAGNE :

Les jeunes contre la sélection



LIBÉRALISATION DE L'AVORTEMENT :

SORTIR DE L'IMPASSE

Révision de la loi sur l'asile : NON !
GRANDE ASSEMBLÉE
PUBLIQUE D'INFORMATION
LAUSANNE, vendredi 27 février,
à 20h 15, salle des Vignerons
(Buffet CFF)

Prendront la parole :

Abbé Cornelius Koch,
 membre du groupe oecuménique de Berne-Bethlehem, membre du groupe Asile-Asilo-Asyl. Il nous parlera des actions en cours dans le canton de Berne pour s'opposer à l'expulsion des Tamouls.

Jacques Schneider, avocat, et
Yves Brüttsch,
 collaborateur du Centre social protestant (CSP), Genève.

Ils nous parleront du centre "d'accueil" des réfugiés à Cointrin, qui est en fait une formidable machine à expulser les réfugiés, et des actions entreprises par les défenseurs du droit d'asile à cet égard.

Roland Bersier,
 juge cantonal. Il nous parlera du contenu de la deuxième révision de la loi sur l'asile.

Marie-Line Vuilleumier,
 responsable de la politique de développement à Pain pour le prochain. Elle nous parlera de la prise de position des Eglises face au problème des réfugiés.

Gérard Forster,
 syndicaliste FOBB. Parrain, sanctionné par le Conseil d'Etat, il nous parlera du sens des actions de parrainage dans le canton de Vaud.

Org. : Comité vaudois contre la deuxième révision de la loi sur l'asile.

A ce jour, sont membres du Comité : SOS-Asile Lausanne, Yverdon et Nyon, Centre social protestant (CSP), Groupe réfugiés inter-Eglises (VD), Pax Christi (VD), Frères sans frontières (VD), Déclaration de Berne (VD), Femmes pour la paix (VD), Parti socialiste vaudois (PSV), Alternative socialiste verte (ASV), Parti ouvrier populaire (POP), Groupe trotskyste de Suisse, Syndicat des services publics SSP Vaud-Etat, SOS Racisme Vaud.

mercredi 25 février, Lausanne : action symbolique pour protester contre l'expulsion de Janusz Salihi, toujours en prison au Kosovo, et pour demander qu'il puisse revenir en Suisse.

samedi 28 février, 7 mars et 14 mars, Lausanne : stand d'information au marché.

lundi 2 mars, Grandson, Hôtel du Lac, 20h : assemblée d'information.

jeudi 12 mars, Nyon : soirée d'information.

Les dates suivantes dans la prochaine brèche. En particulier, retenir : **le samedi 21 mars, Lausanne, grande manifestation cantonale pour la défense du droit d'asile, et dimanche 5 avril, Lausanne, fête de solidarité avec les réfugiés.**

VOTATION FÉDÉRALE DU 5 AVRIL 1987 POSITIONS DU PSO

Révision de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers : NON.

Banques, industrie et gouvernement sont au premier plan de l'exploitation du tiers monde : Zurich ou Genève drainent l'or, l'argent et les profits du Cap ou des Philippines tandis qu'on refoule aux frontières les victimes de cette politique. Ces refoulements ont commencé avant même d'avoir été décidés, comme avec les réfugiés juifs de la période hitlérienne. Notre NON se fonde sur la solidarité de tous les exploités et opprimés, qui, au siècle dernier, a donné à l'opposition en Suisse sa force et ses traditions humanistes.

Référendum sur les crédits militaires : OUI

Avec plus de 30 000 signatures, le PSO a sauvé l'initiative demandant le droit de référendum sur les crédits militaires, que le Parti socialiste avait laissé tomber. Chaque franc à l'armement est une dépense inhumaine qui devrait, au contraire, être consacrée à la sécurité sociale, à la protection de l'environnement et à l'aide au développement.

Vote d'une initiative et du contre-projet : OUI

La pratique du contre-projet a toujours servi à couler les initiatives qui avaient un large écho populaire, en interdisant le double oui à l'initiative et au contre-projet. Bien qu'elle n'annule pas totalement cet obstacle, la procédure proposée en amoindrit au moins les effets.

USL :

UNE CONVENTION SOUS TOIT... MAIS !

Plusieurs mois de négociations, un débrayage national de deux heures, une manifestation nationale de retraités... pour se retrouver approximativement au point de départ !

Tel est le premier bilan que l'on peut tirer de la lutte des lithographes pour une convention collective. Nous avons développé dans un précédent numéro (no 377 du 15 janvier 1987) les attaques que les patrons projetaient de faire aux articles dits de "sécurité sociale" de la convention arrivée à échéance en août dernier. Ils ont amorcé un recul depuis, notamment en proposant une adaptation progressive des rentes complémentaires aux "prestations" du deuxième pilier, et en assurant la paiement du salaire en cas de maladie.

Mais, attention : ce qu'on donne d'une main, on le retire de l'autre. Ainsi, le complément de chômage, qui permettait au célibataire de toucher 80 o/o de son ancien salaire, et à la personne mariée 90 o/o, ne sera versé qu'aux chômeurs (chômeuses) qui "ont des obligations notables de soutien". Il est donc négociable de cas en cas. D'ores et déjà, une division est introduite, qui risque d'accentuer le caractère déjà très corporatiste du syndicat USL : alors que les professionnels sont pratiquement assurés de toucher le complément, les ouvriers non professionnels doivent remplir deux conditions : avoir les ci-devant "obligations notables de soutien", et avoir travaillé trois années consécutives au moins dans la même entreprise. A d'autres occasions, on parle de mobilité, mais là, il faut avoir été "stable" pour toucher son dû. La campagne de recrutement de l'USL auprès des non-professionnels (qui avait en son temps porté ses fruits) aura du plomb dans l'aile.

Signalons encore que la durée de cette convention est prévue pour quatre ans. Son contenu doit être prochainement soumis aux membres des deux associations (patronale et syndicale). Si son acceptation ne fait pratiquement aucun doute, tous les problèmes qui restent en suspens animeront les débats dans le syndicat, dont nous ne manquerons pas de rendre compte dans ces colonnes. Plus que jamais, le travail de rassemblement et d'unification de tous les travailleurs de la branche est capital, et il est du devoir de tout syndicaliste conséquent et combatif de s'y atteler.

Jean-Pierre

CHUV et Hôpital de Cery : PÉTITION CONTRE LE BLOCAGE DES EFFECTIFS

Avec l'arrivée à sa tête du nouveau conseiller d'Etat, Monsieur Philippe Pidoux, le Département de l'intérieur et de la santé publique devient le fer de lance de l'offensive néolibérale de la droite vaudoise : projets de privatisation de certains services et strict blocage des effectifs.

Mais ce n'est pas si simple : dans les hôpitaux, le personnel est surchargé et les déclarations bellicistes de Monsieur Pidoux ont fait déborder le vase !

Le Syndicat des services publics et l'Association suisse des infirmières ont décidé de joindre leurs efforts et de lancer une pétition du personnel, pour demander :

- le remplacement immédiat de toute personne quittant son poste ;
- la création d'une commission d'étude des effectifs.

Affaire à suivre !
 correspondante

Le samedi 7 février, 200 personnes ont répondu à l'appel du Comité travail et santé (CTS) de Neuchâtel, pour manifester leur appui aux travailleurs et travailleuses d'ETA - Marin. Cette entreprise, membre du groupe SMH dirigé par des biens-placés du Gotha de la finance helvétique (Arnold, Hayek, Schmidheiny), cherche à innover dans les méthodes d'exploitation de la main-d'œuvre : travail en équipes, travail de nuit, travail le week-end. Le but est clair. D'une part, les nouveaux patrons veulent obtenir la flexibilité maximum dans l'utilisation de l'appareil de production de circuits électroniques (afin de répondre à une demande très fluctuante dans ce domaine). D'autre part, ils désirent créer un précédent à Neuchâtel, avec l'appui de l'exécutif cantonal et de la FTMH, ceci avant la révision de la loi sur le travail, révision qui devra encore diminuer les clauses de protections des salarié(e)s.

C'EST UNE BONNE PHASE POUR LES IDÉAUX LIBÉRO-DÉMOCRATIQUES. SURTOUT SI ON EN A PLUSIEURS.



Hans Schaeppi, de la FTCP (Syndicat de la chimie et du textile) souligne que le travail par équipes précarisait l'équilibre psychique et social des travailleurs et que le travail le dimanche mettait en danger toute la vie familiale. Edmond Sutterlet, syndicaliste SLP, exprima le point de vue des militants chrétiens en soulignant que "le repos donne son sens au travail. L'homme n'est pas fait seulement pour produire." Patricia Pedrina, vice-présidente de la Commission féminine de la VPOD, expliqua la similitude de la politique de flexibilité de la main-d'œuvre dans le secteur public et privé : "Au lieu d'utiliser les nouvelles technologies pour réduire le travail de nuit et du dimanche, ils veulent en faire un moyen d'asservissement encore plus grand des travailleurs. Et les femmes deviennent un des instruments pour parvenir au but : généraliser le travail en continu et comprimer les coûts salariaux." Jean Hesse, au nom de la Confédération romande du travail (CRT) dénonça la brèche qu'ouvre cet accord dans la législation du travail. Il développa les axes d'un renouveau syndical (groupes syndicaux d'entreprises, structures interprofessionnelles locales et régionales). Anna Schulte, membre de l'IGM, travaillant dans une entreprise métallurgique à Dortmund, a expliqué l'importance de la lutte pour la diminution du temps de travail et celle pour les droits égaux - au plan du travail - entre hommes et femmes. C.A. Udry démythifia l'idée "d'indispensabilité économique" qui, prétendument, obligerait à introduire le travail le dimanche.

De nombreuses travailleuses ont, avec émotion et force, décrit la façon dont le travail en équipes ruinait leur vie sociale, physique et familiale. En outre, des travailleurs/euses d'ETA ont expliqué avec quels moyens la direction de la FTMH avait tenté de leur extorquer leur accord pour ce contrat "révolutionnaire". Marianne Ebel, qui présidait ce forum au nom du CTS, indiqua combien le climat avait changé : "Il y a deux mois tout le monde parlait d'un accord révolutionnaire, aujourd'hui les questions se multiplient, les salariés comprennent de quoi il en retourne." Le travail unitaire et solidaire du CTS et le courage des travailleuses et travailleurs de Marin ont permis d'initier la riposte.

correspondant

SOMMAIRE

| | |
|--|-----|
| EDITORIAL | |
| Nouvelle donne en Amérique centrale ? | 1 |
| POLITIQUE | |
| Culot patronal : travailleur un demi-siècle ? | 3 |
| Grève à Bochuz : l'information sous contrôle | 3 |
| FEMMES | |
| Libéralisation de l'avortement : comment sortir de l'impasse ? | 4-5 |
| Femmes battues : "le mur du silence". Entretien | 6 |
| DOSSIER | |
| En discussion : "agir de concert". Entretien avec deux membres d'ASV | 6 |
| Le débat sur le mouvement unitaire et pluraliste. Contribution du POCH et réponse du PSO | 7 |
| INTERNATIONAL | |
| AFRIQUE DU SUD : le dernier Parlement de Parti national | 9 |
| La crise du PCF : en voie de liquidation ? | 9 |
| PHILIPPINES : plébiscite sur fond de crise. Interview de Pierre Rousset | 10 |
| A ENTENDRE | |
| Le Bühler nouveau est arrivé ! Entretien avec Michel Bühler | 11 |
| L'ÉVÉNEMENT | |
| ETAT ESPAGNOL : décembre ne fut qu'un début... | 12 |

abonnez-vous

Abonnements à *La Brèche* :

| | |
|------------------------------|-------|
| une année, enveloppe ouverte | 55.- |
| une année, enveloppe fermée | 65.- |
| une année, étranger (Europe) | 80.- |
| abonnement de soutien | 100.- |
| abonnement d'essai (7 num.) | 13.- |
| (au lieu de 17 fr. 50) | |

Rédaction, administration :

La Brèche
 3, rue Chaucrau
 1003 Lausanne
 021/ 20 98 49
 CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
 Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
 section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche
 case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
 case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
 case postale 28, 1700 Fribourg 6
 case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
 case postale 82, 1020 Renens VD 1
 case postale 1532, 2002 Neuchâtel
 case postale 485, 1400 Yverdon

A paraître le 1er mars 1987 :

Paolo Gilardi
De la "Genève Rouge" à la paix du travail
 Mouvement ouvrier et patronat genevois face à la question de la paix sociale, 1935-1938
 Préface de Marc Vuilleumier
 Editions "Que Faire ?"

Un livre de 120 pages environ. Son auteur, Paolo Gilardi, 31 ans, enseignant, est licencié en histoire économique et sociale de l'Université de Genève. Militant actif du Syndicat des services publics, il se rattache au courant marxiste révolutionnaire.

BULLETIN DE COMMANDE
 à envoyer aux

Editions "Que Faire ?"

1, place des Grottes
 case postale 700
 1211 Genève 1

Veillez me faire parvenir
 exemplaire(s) du livre *De la "Genève Rouge" à la paix du travail*
 au prix de souscription de Fr. 16.-
 l'exemplaire, port en sus (prix après souscription dès le 1er mars : Fr. 19.50).

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Date :

Signature :

Culot patronal :

Heinz Allenspach, ce vieux renard des Associations patronales, n'est pas en train de préparer sa retraite. Au contraire: chaque fois qu'il s'agit de lancer une nouvelle offensive, il monte au front. La dernière? Après la proposition d'élever l'âge de la retraite des femmes sous prétexte "d'égalité", il vient de lancer l'idée... de la retraite pour tous à 66 ans!

Travailler un demi-siècle, de 16 à 66 ans alors que l'Europe connaît déjà la retraite à 60 ans? Seul un Helvète ose ne serait-ce que penser chose pareille. Mais Heinz Allenspach sait ce qu'il fait. A peine le ballon lancé, il s'est empressé de préciser qu'il ne s'agit que d'une "variante" pour sauver les finances de l'AVS — une variante à laquelle il ne croit guère tant elle risque de provoquer de réactions. Alors pourquoi la met-il sur le tapis?

Parce qu'Allenspach est un vieux routier de la négociation et de la "paix du travail". Il sait faire ce que les tout aussi vieux bonzes syndicaux n'osent guère entreprendre: monter la note pour obtenir davantage. En lançant "l'idée" de la retraite à 66 ans, il le dit lui-même, il veut avant tout

Travailler un demi-siècle?

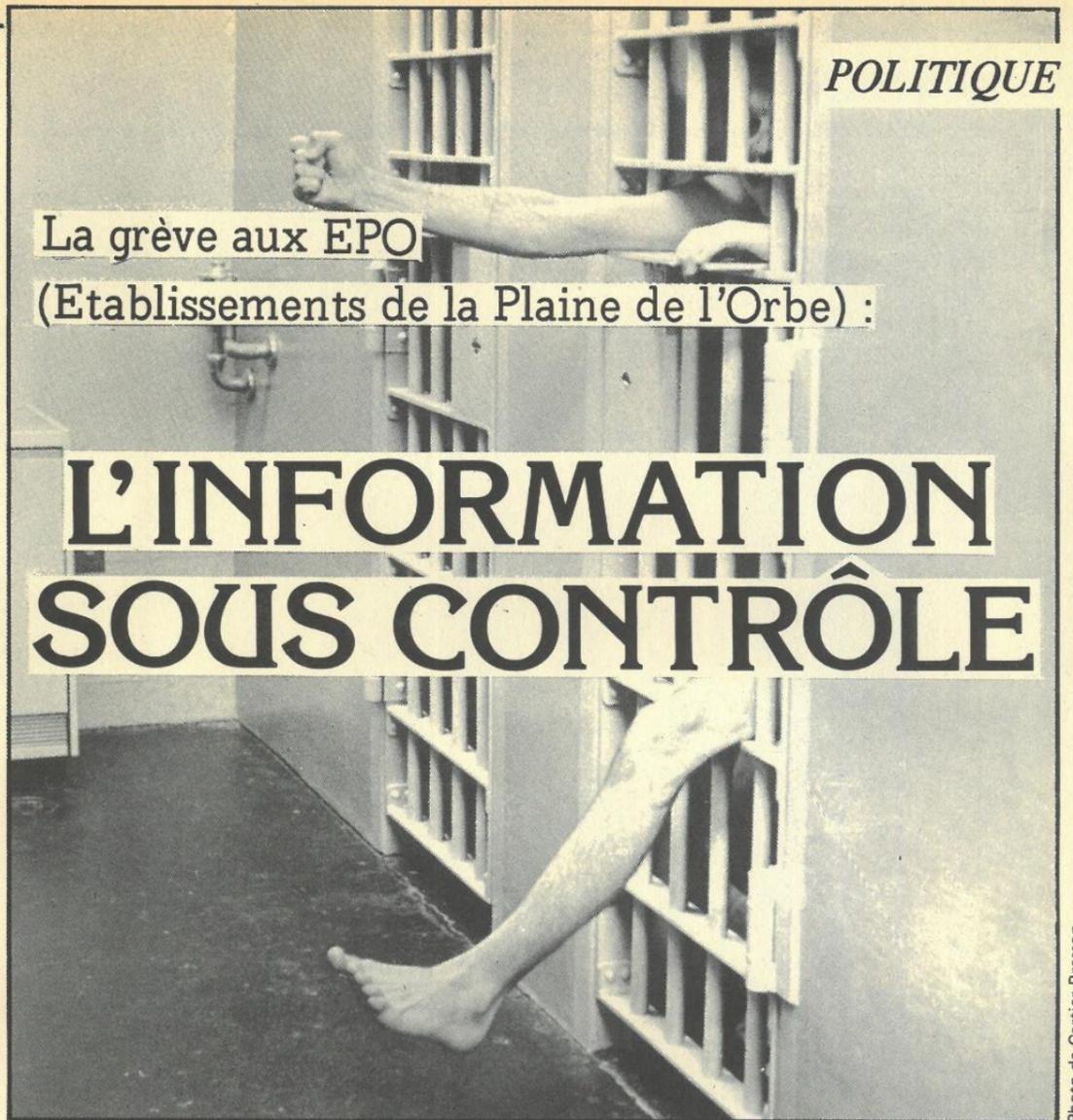
faire cesser toute idée d'abaisser l'âge de la retraite. Avec à la clé un argument: les finances de l'AVS ne le permettent pas.

Mais qui démonte les finances de la sécurité sociale? La bourgeoisie suisse s'y est prise depuis bientôt quinze ans, en imposant le coûteux "deuxième pilier" (en 1972) au détriment d'une extension de l'AVS. Le prix s'en paye aujourd'hui: des milliards de capitaux privés accumulés, mais "non disponibles" pour la sécurité sociale de tous. Qu'on ne vienne pas nous dire que les ressources manquent, en Suisse, pour abaisser l'âge de la retraite! Sans compter les milliards versés au budget militaire ou aux subventions paysannes.

Il n'y a donc pas d'autres "variantes" à étudier que celles d'une diminution rapide de l'âge de la retraite. Telle est notre réponse à Allenspach. Connaissant son monde, il espère susciter l'émoi pour que demain les directions syndicales ou le Parti socialiste viennent raconter qu'ils ont "sauvé l'AVS" en acceptant de la maintenir en l'état actuel. Il faut immédiatement déjouer cette manœuvre. La retraite à 60 ans est financièrement possible et socialement urgente. Les rythmes de travail n'ont cessé de s'accroître, les nouvelles techniques permettent, dans de nombreux domaines, d'accroître la productivité et les travailleuses et travailleurs âgé(e)s ont le plus de difficultés à s'adapter à ces conditions nouvelles. Certains, et surtout certaines, se retrouvent "balancés" de leur emploi bien avant l'âge légal de la retraite, d'autres tombent malades, usés par le travail, et jonglent entre l'AI, leur caisse de pension, l'assurance-chômage ou l'assistance.

L'initiative pour la retraite à 62/60 ans, lancée par le POCH, le PSO et le PDT, sera prochainement soumise au vote. Allenspach prépare déjà cet enjeu alors que les directions syndicales hésitent encore à l'appuyer. Ce sera un premier test. Refusons ces chantages patronaux et mobilisons-nous largement pour obtenir enfin ce qui n'est qu'un droit social élémentaire: abaisser l'âge de la retraite.

M. Rivière



La grève aux EPO

(Etablissements de la Plaine de l'Orbe) :

L'INFORMATION SOUS CONTRÔLE

"Ça bastonne comme à Chicago" aux EPO (Etablissements de la plaine de l'Orbe). Lundi 19 janvier en effet, les détenus se mettent en grève pour appuyer un cahier revendicatif et obtenir un dialogue avec les autorités pénitenciaires. Deux jours plus tard, les flics rétablissent "l'ordre et l'autorité" à grands coups de matraques et de gaz lacrymogène. Entretemps, diverses promesses (non tenues) et provocations à l'encontre des détenus. L'information? Lacunaire et "sous contrôle".

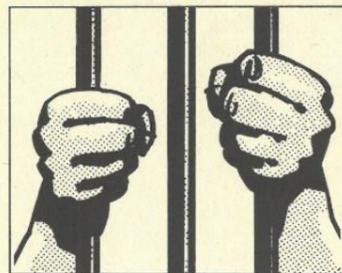
Résumons les événements. Le lundi les détenus entament une grève pour appuyer leur cahier revendicatif signé par 90 personnes sur 130. On leur promet alors qu'une délégation rencontrera Henri Auberson, le chef du service pénitenciaire vaudois. Mais le soir même, ou au plus tard le lendemain matin (mardi 20 janvier), sept prétendus "meneurs" sont évacués de Bochuz et dispersés dans d'autres prisons. Il semble, mais impossible d'en obtenir confirmation, que ces sept "meneurs" devaient justement former la délégation. Première provocation. Le lendemain mardi, les cellulaires sont fermés. "Ceci contre le gré des détenus, mais qui, de bonne grâce, pensant que le dialogue aurait lieu tout de même, ont réintégré leur cellule" nous explique Alexandre Rawyler, membre et antenne extérieure de l'ADPS¹ (Association de défense des prisonniers en Suisse).

Ça se gâte

Les choses vont alors se précipiter. Le mercredi (21 janvier), les autorités sortent leurs arguments massus: matraques et lacrymo. Alexandre Rawyler, qui dispose de témoignages de Bochuz par "valise diplomatique": "Le 21, les cellulaires et plusieurs grilles des couloirs intérieurs sont ouverts. Une majorité des détenus sortent à l'extérieur des bâtiments, dans la cour des EPO. Mais un groupe de détenus restent enfermés à l'intérieur des couloirs, derrière les grilles qui n'ont pas été ouvertes. Naturellement, ils s'énervent devant cette provocation manifeste. Ils secouent les grilles pour protester, commentant par là quelques dégâts. Le prétexte est dès lors trouvé pour demander l'intervention de la gendarmerie qui, à coups de matraques et de gaz lacrymogène, repoussent ces détenus dans leur cellule. Mais entendons-nous bien: les 30 000 francs de dégâts, si souvent cités,

comportent aussi bien ceux causés par les détenus coincés derrière les grilles que les dégradations provoquées par l'intervention violente de la gendarmerie. D'autre part, jamais les détenus n'ont décidé de se barricader à l'intérieur de l'établissement comme l'ont prétendu les autorités..."

Voilà qui modifie quelque peu la version officielle et remet à sa juste place le commentaire de Jean-François Leuba, chef du Département cantonal de justice et police: "Nous n'avons pas eu à faire à des gens qui voulaient dialoguer mais à des vandales, des casseurs" (24 Heures, 23 janvier 1987).



Le flipe des "responsables"

Pourquoi ce remue-ménage? Les détenus auraient-ils réclamé des améliorations menaçantes pour l'administration pénitenciaire? Que non. Ce fameux cahier revendicatif, proposé comme base de discussion, avançait huit points. Dont: l'ouverture des cellules le soir après le travail jusqu'à 20h30; une quatrième visite par mois au lieu de trois en vigueur; l'augmentation de 100% des salaires, actuellement de 1,50 francs à 2,40 francs de l'heure; la suppression des fiches du gardien-chef, en fait des fiches de conduite-salaire (le montant du salaire dépend en partie de ces fiches de bonne ou mauvaise conduite); ne plus défavoriser les détenus étrangers concernant les permissions de sortie et les remises de peine conditionnelles; l'instauration de parloirs intimes.

C'est cette dernière revendication qui a monopolisé toute l'attention, comme s'il s'agissait d'une atteinte intolérable à la "moralité publique". Or ces parloirs intimes existent dans plusieurs pénitenciers en Suisse, depuis plus de dix ans pour la prison de Bostadel à Zoug... On le voit, rien de sulfureux dans ces demandes. Mais Philippe Klöti, directeur des EPO, aura ce jugement pétri de profondeur administrative. "Nous sommes un pénitencier, pas un pensionnat de jeunes filles!" (Le Matin, 28 janvier 1987).

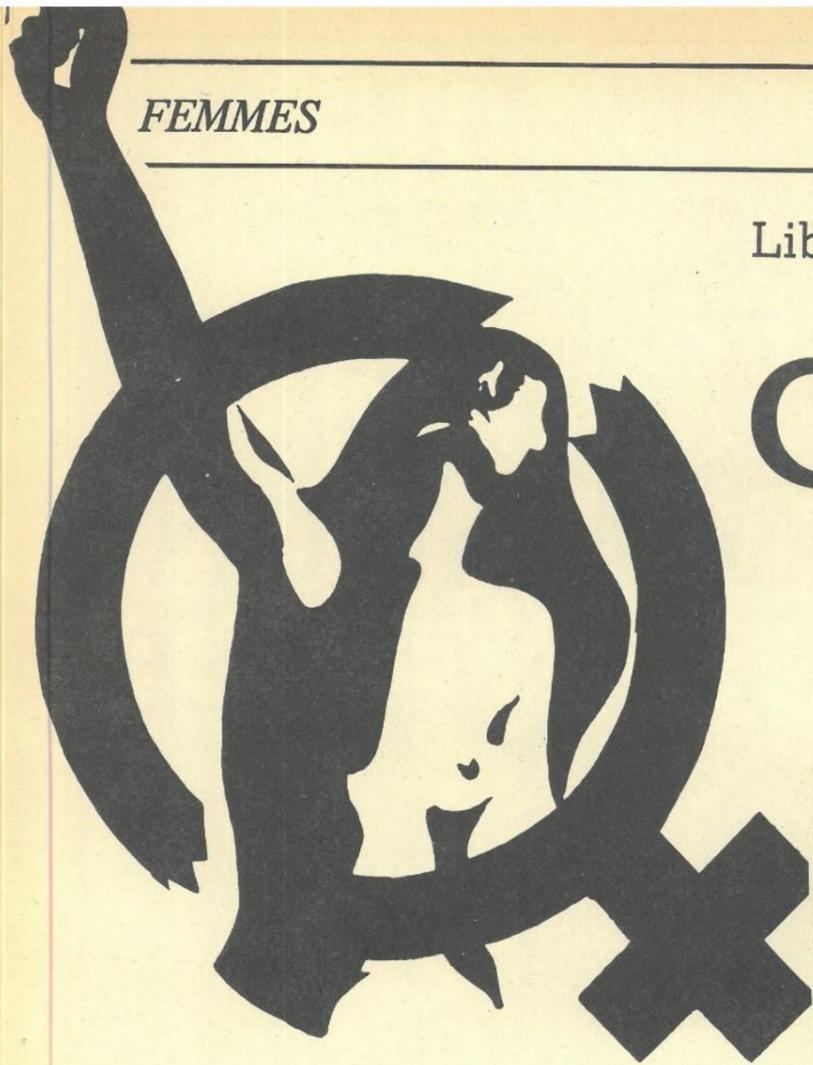
Ces pénitenciers justement accusent un "taux d'échec" impressionnant. En témoigne la difficulté de réinsertion des ex-détenus, figurant pourtant parmi les buts du système. Car quasi rien n'existe pour favoriser le passage de la prison à la vie "normale". "Quand quelqu'un sort, insiste Alexandre Rawyler, il a droit en tout et pour tout à l'assistance (modeste) du patronage, sous formes de petites sommes d'argent pour des achats immédiats (habits, nourriture) ou de bons (pour le loyer). Mais le casier judiciaire collera à la peau du libéré pendant dix ans encore. Comment fera-t-il pour trouver travail et logement, indispensables pour sa réinsertion? D'autant plus que beaucoup ne disposent pas d'une formation professionnelle substantielle. D'où le haut taux de récidive en Suisse: 60 o/o. Et la récidive s'auto-alimente..." Ajoutons-y que la Suisse a la prison particulièrement facile: 460 entrées pour 100 000 habitants contre seulement 150 en France, par exemple.

Pietro Boschetti

1. L'ADPS est la première association de défense des prisonniers créée à l'intérieur de la prison et donc à l'initiative de détenus. Elle est née au début octobre 1986 et est constituée légalement au sens des articles 60 et ss du Code civil suisse. Elle dispose d'un siège social à Lausanne (Case postale 129, 1000 Lausanne 17) et Alexandre Rawyler en est le représentant à l'extérieur de la prison. Son objectif, brièvement résumé, est de faire respecter tous les droits des détenus et de s'engager afin que le système cesse de produire surtout des récidivistes. "Nous voulons nous prendre en charge nous-mêmes pour mieux sortir de prison" écrit l'ADPS dans sa lettre de présentation.

Libéralisation de l'avortement :

COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE



"Des enfants, oui ou non, c'est nous qui décidons". Le slogan reste de pleine actualité, mais les conditions du libre choix de la maternité ne sont de loin pas acquises, ni pour l'accueil d'un enfant désiré, ni pour interrompre une grossesse involontaire. Nous n'abordons que ce dernier sujet dans la présente contribution du PSO.

Le débat aux Chambres fédérales sur l'avortement a de nouveau été ajourné. Diverses discussions avaient eu lieu ces derniers mois à ce sujet. Il nous semble opportun de les poursuivre afin de formuler ensemble une alternative à l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Au cours des 15 années de batailles à tous les niveaux, nous avons développé un large éventail d'analyses et d'activités, en commun. Maintenant, il nous faut réévaluer ensemble la situation. Les estimations diffèrent d'une organisation à l'autre, bien sûr. Chacune analyse la situation et dégage des priorités différentes en partie à partir d'une approche diverse de la situation sociale et politique nationale. Les affrontements autour du lancement d'une initiative conduisent à des polarisations. Il en résulte une impossibilité de donner une réponse collective après une réelle discussion. Si nous voulons avancer, discutons ensemble, rapidement des conditions. Une solution doit être possible. On ne peut laisser s'enliser encore pour des années la situation, soit un statu quo légal répressif et des menaces de recul dans la pratique des interruptions de grossesse.

Ces dernières années, de nombreuses discussions ont eu lieu au sein des organisations de la gauche et du mouvement des femmes. Le plus souvent, de profondes méfiances se sont exprimées entre organisations révélant des mécompréhensions, mais aussi des divergences quant aux problèmes suscités par l'impasse dans laquelle se trouve la légalisation de l'avortement.

L'échange des opinions entre organisations est indispensable pour relancer la discussion à l'intérieur de chacune d'elles, pour définir à la fois le contenu et les moyens d'une relance sur l'avortement. Ce ne peut être qu'une solution unitaire, fruit d'une discussion ouverte pour définir les points de convergence et rassembler le maximum de forces.

L'avortement reste un problème social non résolu

* Comme position de fond, nous répétons que le droit à toute

femme d'avorter selon son choix est un droit inaliénable et un droit démocratique élémentaire. Le Code pénal n'a pas à régir cette question. La suppression des art. 118-121 du CP est donc un objectif.

* Le remboursement par les caisses-maladie, de même que le développement de centres de planning/consultorio sont des conditions indispensables à l'exercice libre et égalitaire de ce droit.

* L'avortement reste un problème social puisque:

- une grossesse sur 4 à 5 se solde encore par un avortement, soit environ 10 000 à 13 000 femmes touchées par année;
- pour les femmes des cantons rétrogrades, ainsi que pour les femmes des couches sociales défavorisées, paupérisées, souvent seules, les actuelles conditions légales et pratiques entravent l'interruption d'une grossesse non désirée ou impossible vu les conditions de vie précaire;
- pour les jeunes, le desserrement des normes morales sexuelles modifie les mœurs, les relations sexuelles pratiquées plus jeunes, plus fréquemment, dans des couches plus larges, accroît les risques de grossesses involontaires, donc le recours nécessaire à l'avortement, malgré la diffusion de la contraception;
- le droit à l'avortement ne fait plus l'"événement politique". Le scandale subsiste cependant. Il n'est plus la mort ou, souvent, plus le même profond traumatisme, mais le fait qu'il faille encore quémander ce droit, justifier et mentir pour entrer dans le cadre étroit de la loi répressive est hypocrite;
- pour toutes les femmes, même lorsqu'elles pratiquent la contraception, l'avortement peut rester le dernier recours en cas d'échec.

* Pour que les maternités soient réellement choisies, une protection légale de la femme enceinte et des conditions sociales satisfaisantes sont nécessaires.

La légalisation et une extension de la pratique à tout le territoire suisse restent des objectifs de fond, mais comment les atteindre? Peut-on séparer les deux niveaux légal et pratique?

L'impasse à laquelle nous nous confrontons est double. 15 ans de

luttés se sont soldés par un statu quo au niveau légal et, au niveau de la pratique, après une période de progrès dans les cantons libéraux, c'est la stagnation, voire certains reculs. En outre, le mouvement des femmes n'a plus retrouvé l'énergie pour continuer la bataille sur cette question.

Il nous faut donc tenter de répondre aux deux niveaux, les deux ne pouvant être dissociés, car on ne peut espérer une réponse satisfaisante sans l'engagement du mouvement des femmes.

Sortir de l'impasse légale

Le blocage des solutions au niveau parlementaire a été largement décrit et analysé. Mais une solution fédéraliste, comme envisagée au travers du lancement d'une initiative fédérale par l'USPDA/SVSS (Union suisse pour la décriminalisation de l'avortement), serait négative et cimenterait pour des années d'importantes différences cantonales. On ne peut plus attendre une solution parlementaire, ni laisser pourrir la situation sans intervenir.

Nous nous sommes depuis des années prononcé(e)s pour le lancement d'une nouvelle initiative fédérale, et malgré l'échec des "négociations" unitaires de 1982, estimons qu'il est nécessaire de reprendre des contacts entre toutes les forces progressistes du mouvement des femmes, USPDA/SVSS, partis de gauche et syndicats (ouverts aux autres forces favorables à une libéralisation de l'avortement).

En résumé, nous proposons:

- une rencontre dès que possible entre toutes les organisations susceptibles de travailler sur l'avortement;
- la poursuite de la discussion en parallèle, dans chaque organisation et unitairement sur: quelles alternatives, au niveau d'une initiative et quelles actions/activités en lien avec la pratique de l'avortement.

Quelques réflexions

Nous sommes favorables à la constitution d'un front large décidé à trouver comment sortir de l'impasse et à discuter autour du lancement d'une initiative fédérale. Mais laquelle?

* **Solution fédéraliste?** Le lancement d'une telle initiative serait tout à fait contreproductif.

* **Décriminalisation?** Retirer du Code pénal les art. 118-121 serait l'objectif idéal. Mais peut-on créer un large rassemblement et un résultat en votation qui fasse avancer la cause? Les opinions divergent à ce sujet.

* **Délai simple?** Sans aucun doute, ce serait un progrès pour les cantons rétrogrades, et légaliserait l'actuelle situation dans les cantons progressistes. Une telle initiative pourrait-elle largement rassembler des forces pour une récolte rapide et atteindre un bon

résultat, voire un succès en votation?

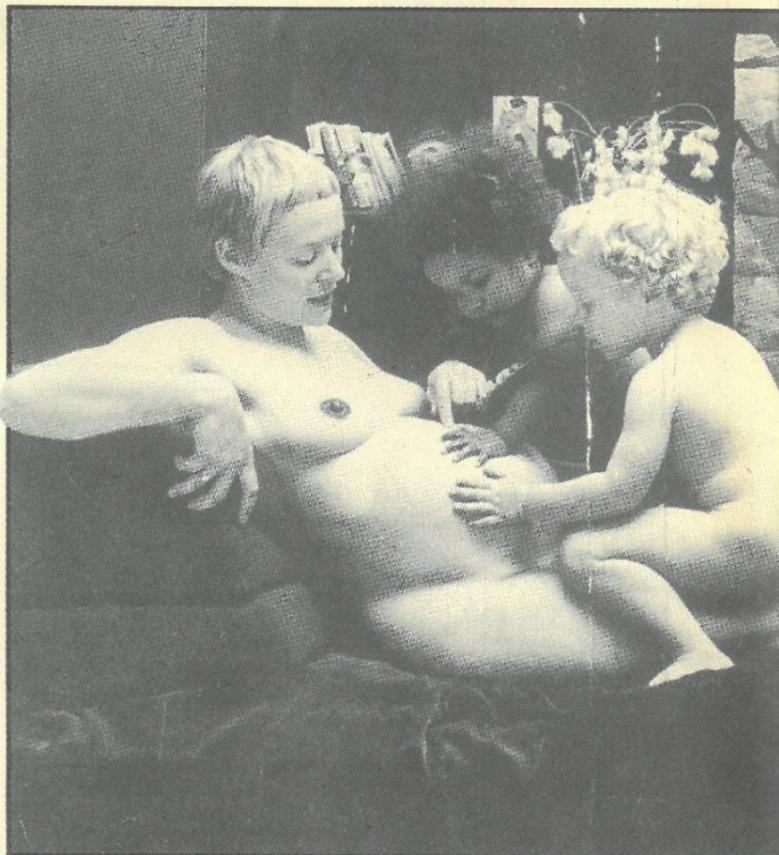
* **Et le remboursement par les caisses-maladie?** Nous avons fait du remboursement, en 1982, une question "de principe". Le remboursement reste important parce que les frais d'avortement sont un handicap pour de nombreuses femmes, en particulier des couches défavorisées et jeunes. L'exiger dans le texte pose cependant diverses questions dans la situation actuelle: l'offensive contre les caisses-maladie et donc contre les assuré(e)s, s'est profondément aggravée, et toute dépense sociale est systématiquement bannie (qu'on se rappelle l'initiative maternité); un échec apparaîtrait comme un recul de la volonté populaire de libéraliser l'avortement, laissant l'espace pour que repartent en guerre les réactionnaires; quel front pourrait se constituer et faire aboutir une initiative délai + caisses-maladie?

autres batailles, tout aussi nécessaires, sur les revendications concernant les droits démocratiques et sociaux des femmes.

Le mouvement des femmes peut-il se développer sans réponse à l'avortement?

Dans la plupart des pays, les mobilisations sur l'avortement surgissent régulièrement (France, Espagne, RFA, USA...). Le mouvement des femmes est presque toujours à l'initiative de ces mobilisations et les commissions féminines syndicales sont très souvent partie prenante.

En Suisse, le système parlementaire et le fédéralisme imposent des barrières supplémentaires et rythme les échéances. Il a provoqué un découragement dans le mouvement des femmes sur cette question. C'est donc un choix conscient de rompre le silence qui doit être fait,



Nous restons donc disposé(e)s à participer au lancement unitaire d'une initiative, et restons ouvert(e)s à la discussion autour de diverses hypothèses et arguments, sans conditions préalables. Nous précisons encore notre point de vue, tenant compte des diverses activités sur d'autres sujets.

Nous estimons aussi qu'une initiative ne peut être qu'un élément de campagne, accompagné d'actions, d'activités donnant un cadre plus vaste et plus radical sur la question, et permettant une réelle mobilisation. Certes, une telle campagne sur le droit à l'avortement doit être mise en rapport avec les

à contre-courant du laisser-faire, du découragement et des freins institutionnels. Aucune organisation - à elle seule - n'a la force de relancer l'activité. Nous avons en revanche une responsabilité commune de sortir ensemble de l'impasse imposée par une majorité bourgeoise.

Les discussions peuvent dès lors être reprises dans un esprit de pluralité et avec la volonté d'apporter une solution à l'impasse actuelle. Les pressions, conditions préalables à l'entrée en matière, méthodes ultimistes ou encore le refus d'entrer en discussion ne peuvent que développer les méfiances réciproques et conduire à des polarisations néfastes.

RTIR E?

Avortement et autres priorités féministes

Pour chaque organisation et de nombreuses féministes se pose la question des alternatives féministes aujourd'hui. Quel mouvement des femmes? Quelle place dans les luttes de "résistance"? Quelles priorités? Pour les composantes du mouvement des femmes la question se pose avec encore plus d'acuité.

De nombreux intérêts se dessinent: les nouvelles technologies de reproduction/et techniques génétiques, la défense de l'environnement et la protection des conditions de vie, la réalisation de l'égalité des droits entre femmes et hommes dans tous les domaines de la société, etc...

Aussi importants soient-ils ces thèmes, susceptibles de mobiliser avec plus d'énergie de nombreuses femmes, nous ne pouvons abandonner sans réponse la question de l'avortement, même si les condi-



Femmes battues :

«Le mur du silence»

Plus de 600 femmes victimes de la violence d'un mari, d'un ami ou d'un père ont trouvé refuge l'année passée dans l'un des neuf foyers pour femmes battues en Suisse. Une sur deux environ est retournée auprès de celui qui l'avait maltraitée, dans la grande majorité des cas leur mari. Beaucoup de ces femmes sont accompagnées de leurs enfants et, pour 15% d'entre elles, elles se réfugient pour la deuxième ou troisième fois. On le voit, un problème dramatique qui ne perce que rarement le "mur du silence".

L'association Solidarité-Femmes de Fribourg gère l'un de ces centres. Après avoir mené une enquête dans le canton, qui révélait qu'au moins 227 personnes étaient concernées, Solidarité-Femmes ouvrait en avril 1986 un appartement d'accueil. Lucienne Clément, collaboratrice à mi-temps, nous explique ici les principaux problèmes rencontrés. Mais un premier constat: après la violence du mari, la violence d'une société du "plus fort gagne"!

La Brèche: Voilà bientôt une année, vous avez décidé d'ouvrir un lieu pour accueillir des femmes battues. Pourquoi cette démarche?

Lucienne Clément: Plusieurs de nos membres étaient confrontées, de par leur profession, au problème des femmes battues et ne savaient absolument pas où les diriger. Nous avons alors mené une enquête sur le canton pour avoir une première estimation. On s'est ainsi aperçu que diverses institutions sociales se retrouvaient, elles aussi, totalement désarmées... Aussi avons-nous créé d'abord une permanence téléphonique, mais c'était insuffisant. Il nous fallait donc ouvrir un lieu, ce qui nous a donné une plus grande efficacité.

* A travers votre expérience et l'enquête sur le canton, quelle est ton estimation de l'ampleur du problème?

— C'est très difficile à chiffrer parce qu'il s'agit d'un tabou. Les relations violentes hommes-femmes touchent la sphère privée, le domaine de l'institution familiale où malheureusement l'homme a souvent l'impression que "sa" femme lui appartient, qu'une giflette de temps à autre relève de ce qui est "normal". De leur côté, de nombreuses femmes sont encore dépendantes de ce genre de préjugés: dans un premier temps, elles "acceptent" cette violence; puis, quand elle devient trop grave et qu'elles disent "non", les maris ou conjoints ne comprennent plus pourquoi, tout d'un coup, elles se révoltent. Ainsi, ne serait-ce que pour le dire, c'est déjà très difficile pour une femme.

L'enquête a cependant révélé un minimum de 230 femmes concer-

nées par la violence physique ou psychique. Et notre expérience confirme bien qu'il s'agit là d'un minimum. Parmi les victimes du reste, il y en a plusieurs qui se sont retrouvées à l'hôpital: points de suture, œil poché, marques de strangulation...

* Dans ce genre de cas, les voisins ne réagissent-ils pas?

— Voilà justement où intervient cette fameuse sphère privée. Certains réagissent, mais de loin pas tous... On se heurte à un véritable mur du silence qu'il faut casser. Je pense d'ailleurs que l'existence d'un lieu d'accueil pour femmes battues contribuera à rompre ce silence et la "passivité" de certaines victimes.

* Peut-on dresser le profil type de la femme battue?

— Le profil type n'existe pas en soi. Il est clair néanmoins qu'une femme d'un milieu social aisé dispose de bien plus de moyens pour sortir de sa situation qu'une femme socialement défavorisée. Celle-ci accumule tous les handicaps (revenus, relations sociales, formation...), ce qui fait qu'un centre d'accueil sera pour elle le seul recours.

Nous avons accueilli des femmes de tout âge, entre 20 et 75 ans. Mais en majorité, ce sont des jeunes en dessous de 40 ans. Probablement aussi parce qu'à cet âge la femme se dit qu'elle a encore la possibilité de changer sa vie.

* Quelles sont les attentes auxquelles vous vous efforcez de répondre?

— Nous tenons à disposition un lieu où toute femme maltraitée

peut venir. Mais Solidarité-Femmes a pour objectif d'accompagner la femme de façon à ce qu'elle puisse se prendre en charge elle-même. En quelque sorte, nous lui "révélons" ses capacités à s'aider.

Tout d'abord nous offrons aux femmes accueillies la possibilité de mettre une distance entre elles et leurs maris et de trouver du temps pour réaliser et assumer leur nouvelle situation. Une fois ce recul pris, le deuxième problème immédiat et difficile, c'est de trouver un logement. Commence alors pour elles un "pèlerinage" extrêmement pénible. Beaucoup en effet ne jouissent pas d'une situation financière et professionnelle aisée. Lorsqu'elles se présentent devant les régies, vu que juridiquement elles ne sont pas séparées, on leur rétorque que le mari doit offrir une garantie financière. On les renvoie ainsi à une dépendance dont justement elles ne veulent plus. Pour une des femmes accueillies, c'était l'unique solution: demander au mari une garantie financière. D'autres feront appel aux services sociaux pour obtenir cette garantie. C'est évidemment extrêmement mal vécu par les femmes car elles aimeraient bien se débrouiller seules, mais on ne leur en donne pas les moyens. A nouveau elles rencontrent un monde de violence, celui du fric... Finalement, certaines se demandent ce qui est pire: la violence du mari ou celle d'une société qui "sabote" tous leurs efforts. Car surgit encore un troisième problème: trouver du travail. Tout dépend de leur niveau de formation professionnelle, si elles ont des enfants ou non, etc. Pour certaines, le mi-temps est la seule

solution, mais encore faut-il le trouver... Or si elles n'ont pas de travail, elles ne trouvent pas de logement et sans logement c'est plutôt hardu pour dénicher un boulot. Là ça devient quasi inexécutable.

* Avez-vous obtenu une aide matérielle des pouvoirs publics?

— Dès l'ouverture, les autorités nous ont accordé assez vite le statut d'utilité publique, ce qui prouve qu'un tel service était plus que nécessaire. Mais pour disposer d'un réel soutien financier, c'est une autre histoire... beaucoup plus longue (pour un budget annuel de 155 000 francs, le canton et la ville de Fribourg couvrent 45 000 francs, la Loterie romande 30 000 francs).

* Quelles seraient, à ton avis, des mesures simples et immédiates qui pourraient être prises?

— Lorsqu'une femme maltraitée quitte son mari, trouver un logement et un boulot lui permettant de vivre et de s'occuper de ses enfants sont les deux premiers problèmes sur lesquels elle se casse le nez. C'est à ce niveau-là que des mesures urgentes doivent être prises.

Une femme qui vient à Solidarité-Femmes a déjà fait un bon bout de chemin pour arriver jusque-là. Mais on doit ensuite lui dire tous les obstacles à surmonter jusqu'à ce qu'elle parvienne à recréer un "ailleurs". Et pour ce faire, elle se heurte véritablement à une société qui ne fait rien pour l'aider.

Propos recueillis par
Pietro Boschetti

tions politiques nous sont défavorables. Les débats ouverts par les nouvelles techniques de reproduction renforcent cette nécessité.

Pour toutes ces raisons, nous réitérons notre volonté de créer les conditions pour un véritable échange unitaire et sommes prêts à assumer nos propres responsabilités. Nous souhaitons que la discussion pourra s'ouvrir dès que possible et que nous parviendrons à des pas positifs.

Parti socialiste ouvrier

Pour tout contact: Marie-Thé Sautebin, Union 5, 2502 Bienne, tél. 032/23.10.94



La Brèche: A l'origine de la création, il y a la volonté d'un certain nombre de militants (organisés politiquement ou non) et de forces politiques (AD et le PSO) qui ont jugé utile de ne plus seulement collaborer sur des thèmes précis, comme ils pouvaient le faire auparavant, mais de s'engager dans la construction d'un cadre politique commun et organisé. Alors pourquoi un tel choix ?

Anne-Catherine Menétrey: J'explique avant tout ce choix par la nécessité de structurer une action et de regrouper des forces, étant donné qu'on vit dans une période où les militants sont moins nombreux.

L'explication se situe aussi sur le plan national, dans l'émergence d'un mouvement "alternatif", qui représente une recomposition des forces de la gauche.

Ce choix était enfin lié à des échéances électorales, et à la nécessité d'obtenir un quorum (de 5%). Mais le fait de regrouper des forces se révélait intéressant à plus long terme.

Robert Lochhead: Je pense que le point de départ de ce regroupement réside dans un constat: sur une série de problèmes divers, des forces politiques ayant une histoire et une identité politique différentes peuvent agir de concert sur le moyen terme. Cette alliance consolidée peut permettre de marquer des points et, aussi, d'affirmer une volonté plus large de résistance face au défoulement néo-libéral de la droite dans la canton. En outre, devant la mesure antidémocratique du quorum électoral à 5%, il était urgent de rassembler des forces qui refusaient de baisser les bras face à cet obstacle institutionnel mis en place par les partis dominants.

A Nyon, la situation est un peu particulière. C'est une petite ville où ni le PSO, ni AD ne disposait de forces organisées consistantes. Et c'est au fond la déception suscitée par la politique du Parti du travail (POP), traditionnellement fort à Nyon, qui a ouvert un espace. Ainsi, à mon initiative, une quinzaine de personnes, en majorité de la "génération de 68", et qui ne se connaissaient pas avant, se sont retrouvées dans ASV.

• Dès le début, il y a notamment deux forces politiques, AD et le PSO, qui ont participé aux ASV. Aujourd'hui, cette situation a-t-elle évolué? L'existence de différentes composantes au sein de ASV représente-t-elle une situation nécessaire, une source d'enrichissement, ou un stade transitoire qu'il faut dépasser ?

A.-C. Menétrey: Personnellement, j'ai tendance à considérer qu'on vit une situation transitoire, et parfois un peu confuse. Je n'ai jamais caché qu'au départ, j'aurais souhaité que d'autres forces politiques se regroupent également. Je parlais tout à l'heure de l'érosion des militants; il y a un gaspillage de forces considérable. Il y a à la gauche du Parti socialiste ou du POP des militants qui souhaitent le changement, qui veulent réfléchir. En les laissant de côté, nous les avons perdus.

D'autre part, le pari de la création d'Alternative socialiste verte, c'était de créer une dynamique et d'attirer des personnes qui n'étaient pas organisées jusqu'ici comme cela a pu se passer à Nyon par exemple. De ce point de vue, à Lausanne, je ne crois pas qu'on puisse dire que jusqu'à maintenant ce soit une totale réussite. Peut-être que ce qui explique cette situation de confusion, c'est que les deux groupes, aussi bien AD que le PSO, ont continué à exister, et que pour un certain nombre de gens, la situation n'est pas très claire.

R. Lochhead: Il est vrai que, mis à part Nyon, le climat et les activités des ASV ont été principalement déterminés par la présence d'AD et du PSO et les relations d'organisation à organisation qu'elles entretenaient. D'ailleurs à Nyon, où les membres du PSO ou d'AD sont une minuscule minorité dans ASV, cet état de fait a toujours suscité un certain malaise.

Mais j'ai l'impression que cette période difficile a pris fin, par le fait que, depuis l'automne 86, AD et le PSO ont fait un pas en avant vers une structure effectivement commune.

• Comment définiriez-vous aujourd'hui l'identité d'ASV? Qu'est-ce qui la différencie en particulier de la gauche traditionnelle ou du GPE (Groupement pour la protection de l'environnement)?

A.-C. Menétrey: Comme ASV ne s'est pas encore mise d'accord sur une plate-forme, ce qui est en train de se faire, nos réponses sont individuelles.

Personnellement, je mettrais tout d'abord l'accent, par rapport à la gauche traditionnelle, sur le souci écologique, le nucléaire, etc...

Une autre différence par rapport à la gauche traditionnelle: la réflexion sur le travail, le type d'emploi, la recherche de l'emploi à tout prix, y compris des emplois nuisibles. J'ajouterais également le pacifisme, la remise en cause de l'armée, que la gauche traditionnelle ne fait pas. Je mettrais aussi en évidence le souci de la qualité de la vie, du qualitatif plutôt que du quantitatif. Mais il y a également le pendant: ce qui nous distingue, à mon avis, des écologistes, c'est que, pour nous, rechercher la qualité de la vie, cela signifie rechercher aussi la justice sociale. La solidarité sociale, la défense des conditions de vie de la population, c'est un souci extrêmement important pour ASV.

R. Lochhead: Ce qui caractérise ASV, et qui fait que malgré nos divergences ou nos différences d'origine, on arrive facilement à militer ensemble, c'est l'intransigeance avec laquelle nous luttons pour la défense des droits sociaux des salarié(e)s – en outre des plus démunis: les immigré(e)s et les réfugié(e)s – pour la concrétisation des droits égaux pour les femmes et pour la défense sans concession de l'environnement. ASV refuse de marcher l'échine pliée; il y a là une intransigeance humaniste.

En discussion :

«AGIR DE CONCERT»

* ENTRETIEN AVEC DEUX MEMBRES D'ASV *

Alternative socialiste verte (ASV) est un regroupement politique qui agit dans le canton de Vaud depuis une année et demie. Après avoir participé aux élections communales (1985) et cantonales (1986), il a poursuivi ses activités en 1986 dans quatre villes: Nyon, Yverdon, Renens et Lausanne. Une des particularités d'ASV est de regrouper dans un cadre politique commun des militants venant d'horizons différents (membres d'aucun parti, membres d'Alternative démocratique (AD), du Parti socialiste ouvrier (PSO)). La Brèche s'est entretenue avec deux membres d'ASV, Anne-Catherine Menétrey de Lausanne, et Robert Lochhead, conseiller communal de Nyon, sur la démarche qui est à l'origine de la création de ASV et sur ses activités.

Dans la deuxième partie de ce dossier, nous publions également une première réaction des POCH (parue dans leur organe POCH Zeitung), concernant notre proposition de constituer un front organisé et pluraliste à la gauche du Parti socialiste et la réponse du PSO.

Mais au-delà des questions de fond, il y a aussi un certain style d'action, une valorisation de l'insolence face au conformisme helvétique et à un régime politique caractérisé par la participation de tous les partis au gouvernement.

• Pour se faire une idée plus précise des activités d'ASV, prenons un thème qui a été important au cours de ces derniers mois: la campagne menée contre l'organisation des Jeux olympiques à Lausanne. Pourquoi cette opposition ?

A.-C. Menétrey: Je pense que la question des Jeux olympiques illustre assez bien les préoccupations d'ASV qu'on essayait de définir tout à l'heure. Jusqu'ici, les Jeux olympiques ont été acceptés dans la canton de Vaud par le PS; le POP et les syndicats parce qu'ils sont, à leurs yeux, créateurs d'emplois. Et puis, ils sont refusés par les groupements écologistes principalement parce qu'ils portent atteinte à l'environnement. Pour ASV, ces éléments sont intimement liés. Les Jeux olympiques représentent bien sûr des nuisances pour l'environnement; mais ils représentent également des nuisances pour la population, et en particulier la plus défavorisée, qui n'en verra passer que le renchérissement, que les ennuis ou la surveillance policière. De plus, les Jeux olympiques sont également une mauvaise opération du point de vue de la participation: on réduit les gens au rôle de spectateurs. Il faut noter que parmi les formations politiques, nous sommes les seuls à s'être engagés dans ce sens.

• A Nyon, ASV a eu, dès sa première participation, 10 élus au Conseil communal (sur 100). Que peut faire un groupe comme ASV dans un parlement communal? Est-ce possible d'éviter les pièges du consensus ?

R. Lochhead: Contrairement aux craintes de certains, même si le risque existe bel et bien, nous n'avons pas été absorbés par le consensus régnant puisque, après une année au Conseil communal, la majorité des élus d'ASV sont excédés par l'ambiance qui y règne et souhaitent multiplier les campagnes extra-parlementaires. Mais il est vrai que nous nous sommes heurtés au problème que le travail au sein du Conseil communal est très absorbant. Ce que tous les observateurs ont remarqué, c'est que la présence d'ASV a changé le climat. Plus de questions fouineuses ont ainsi été posées à la Municipalité, etc... Cela a produit ces derniers temps une tension croissante entre ASV et la Majorité de tous les autres partis. Il y a en fait une différence frappante entre tous les autres partis (y compris le POP, tous représentés à l'exécutif communal) et ASV qui est la seule opposition.

Maintenant, sur le fond, ce qui nous occupe beaucoup, ce sont notamment des questions de circulation qui sont fréquemment à l'ordre du jour. ASV est le seul parti à avoir

un refus intransigeant de la politique d'adaptation de la ville à la circulation automobile et à la spéculation foncière.

• Une dernière question. Comment voyez-vous l'avenir d'ASV? Pensez-vous qu'ASV peut, et devrait, interpellier d'autres forces politiques ou d'autres personnes ?

A.-C. Menétrey: J'ai le sentiment qu'il y a un immense réservoir de gens qui sont proches de nos idées. Le problème, c'est que c'est extrêmement difficile de les rendre actifs. Par contre, étant donné la dynamique qu'a prise ASV, tenter de nouvelles approches à l'égard de groupes politiques organisés me paraîtrait assez laborieux. Mais si on a la force de le faire, pourquoi pas? Je chercherais cependant plutôt dans ce réservoir de gens, peut-être pas engagés politiquement, et qui sont proches de nos idées.

Quant aux perspectives d'avenir d'ASV, j'ai parlé tout à l'heure des difficultés auxquelles nous pouvons être confrontés comme étant transitoires; cela signifie bien sûr que je vois beaucoup d'avenir dans un mouvement comme ASV, et que sa dynamique doit se développer.

R. Lochhead: Je crois que la vocation d'ASV, c'est de constituer un mouvement politique qui regroupe les militants qui sont à la gauche à la fois du PS et du GPE. A la gauche du PS et du GPE, il y a toute une constellation de militants, d'organisations, de courants, qui sont souvent actifs dans des domaines spécialisés (les pacifistes, les tiers-mondistes, les syndicalistes de gauche, les féministes...). Dans un véritable regroupement alternatif socialiste et vert doivent pouvoir trouver leur place, à moyen terme, des militants syndicalistes – de l'USS ou de la CRT – des forces socialistes et autogestionnaires, comme l'OSL (Organisation socialiste libertaire), ou les militant(e)s du POP effectivement engagé(e)s pour le socialisme autogestionnaire. Mais il y a un problème: beaucoup d'hommes et de femmes actifs/ves sur diverses questions (réfugiés, Nicaragua, syndicat) manifestent de grandes méfiances vis-à-vis de l'idée même d'un parti politique ou de la participation aux élections. Je pense qu'ASV doit être prêt à se considérer uniquement comme une étape intermédiaire, qui devra peut-être accepter d'être refondu dans quelque chose de plus large, parce qu'il faut tenter de convaincre l'entièreté des militants auxquels je fais allusion de l'utilité d'agir aussi comme un parti politique. J'insiste sur le aussi: qu'on peut agir dans la sphère politique, mais pas comme un parti traditionnel. De toute manière, il s'agit là d'un processus dont nous ne sommes qu'au début.

• Je vous remercie.

Propos recueillis par Jean-François Marquis

Le débat sur un mouvement unitaire et pluraliste

LE POCH : "IL FAUT DU TEMPS ET DE L'ATTENTION"

La lettre des Organisations progressistes de Suisse (POCH) qu'on lira ici a été rédigée avant la publication des thèses que le PSO soumet à son prochain congrès (voir *La Brèche* 377, 15.1.87), qui proposent un regroupement unitaire et pluraliste des forces à la gauche du PSS et de la Fédération écologiste (FPES). Suite à des propositions et des questions orales du PSO, le Comité directeur du POCH nous a fait parvenir cette lettre, datée du 4 décembre 1986 et publiée par son journal *POCH-Zeitung* du 15 janvier sous le titre: "Une entente entre les partis n'est pas le principal problème".

1. Cette question fait, au POCH, l'objet d'une discussion intense. Nous l'abordons par un débat de contenu sur les points programmatiques que nous jugeons importants. A fin janvier se tiendra un séminaire des femmes du POCH qui veut analyser de plus près, du point de vue des femmes, la question de "l'ouverture" du POCH et des expériences faites dans ce domaine. Puis nous poursuivrons durant l'hiver d'autres discussions centrales qui dureront au moins jusqu'à la fin mai.

A notre expérience, ce type de discussion demande beaucoup de temps et d'attention. L'évolution au sein du mouvement des femmes et de la gauche de 1968 a en outre montré, à notre avis, que les questions d'organisation et la collaboration entre groupes et mouvements divers ne sont pas si simples. Tant le principe d'un parti d'avant-garde, qui instrumentalise des mouvements de masse subordonnés, que la tendance à une large unité se sont clairement révélés jusqu'ici comme inadéquats. Et nous ne prétendons pas détenir en la matière la pierre philosophale..., que nous ne cherchons même pas d'ailleurs.

2. En dépit de tous les bruits qui circulent, nous tenons à constater que le POCH n'est pas en train de s'effondrer, malgré les 60% (de femmes à sa direction, réd.). L'expérience des 60% nous a rendus attentifs aux problèmes de la culture politique. Les modèles d'organisation et les règles de comportement qui règnent dans les partis de gauche, à l'intérieur comme vers l'extérieur, sont décidément largement imprégnés de règles patriarcales. Il nous semble très important de développer des conceptions nouvelles de la collaboration entre groupes différents sur les divers plans politiques et d'en accumuler les expériences. Nous pensons également qu'une politique plus unitaire requiert d'aborder différemment les rapports entre le plan politique formel et celui "des mouvements". Nous constatons d'ailleurs qu'au sein du POCH déjà la situation varie selon les cantons et qu'il est souvent difficile de dégager des solutions uniformes que tous puissent accepter.

3. Il est évident que la question d'un nouveau regroupement des forces d'opposition en Suisse est très importante. Nous attendons avec beaucoup d'intérêt votre discussion et les conceptions comme les pratiques nouvelles que vous développerez. Mais comme nous l'avons souligné plus haut: cela demande du temps. Pour nous, les discussions internes restent dans l'immédiat prioritaire. Nous pensons aussi que le problème principal est moins une entente entre partis politiques que celle entre les partis politiques et les nombreuses personnes qui, pour des motifs divers, agissent dans des mouvements et ne se laissent pas volontiers instrumentaliser.

Nous sommes évidemment tout disposés à poursuivre cette discussion. Nos échéances sont simplement très chargées par nos débats jusqu'en mai 1987.

de l'évolution de la situation. Nous n'avons pas l'intention de faire simplement table rase de ces désaccords. Mais à poursuivre la simple affirmation écrite de ces divergences sans en débattre, nous perdrons certainement bien du temps, de l'énergie et même quelques occasions. Malgré les pas positifs que nous pouvons faire, y compris ensemble, nous pourrions facilement apparaître, dans la situation présente, comme d'inévitables pinailleries face à la volonté largement partagée de constituer une force d'opposition efficace. Ceci desservirait tant le POCH que le PSO, et plus encore "les points programmatiques que nous jugeons importants" (pour reprendre les termes de votre lettre). A notre avis, ce danger ne peut être écarté que si nous débattons ouvertement des problèmes communs de la dernière période pour en faire le point.

ÉCARTONS LES CRAINTES ET LES POLÉMIQUES INUTILES

Bien des accords importants existent précisément sur le point que vous abordez en second dans votre lettre, la lutte contre l'oppression des femmes. Aussi tenons-nous à vous dire clairement et formellement que nous ne cédon pas du tout aux bruits ou même aux bruits de cuisine qui prétendent que le POCH serait au bord de l'effondrement depuis sa décision des 60%.

Comme vous, nous sommes convaincus que la rupture des rapports et des modèles d'organisation patriarcaux est indispensable pour renforcer la résistance à l'oppression des femmes comme sur tout les aspects de la politique bourgeoise. Aussi lisons-nous avec un vif intérêt les rapports du POCH-Zeitung sur la réalisation de votre décision des 60%. Nous serions particulièrement intéressés à connaître comment vous liez cette décision avec le développement d'une réponse effective aux attaques contre les femmes. L'échange à ce sujet serait sans conteste intéressant puisque nous avons pu accumuler d'importantes expériences ces derniers temps dans la résistance des femmes du secteur public ou contre le travail de nuit et du dimanche (ETA, imprimerie).

Nous vous rejoignons pleinement lorsque vous écrivez, au troisième point de votre lettre, "que la question d'un nouveau regroupement des forces d'opposition en Suisse est très importante". Et vous serez sans doute d'accord avec nous que ce nouveau regroupement ne peut avancer — quelle qu'en soit la forme — que s'il est abordé dans un esprit d'ouverture, d'activité et de volonté de clarifier ce qui se passe et non dans une optique d'opérations tactiques. C'est à nos yeux la condition pour soutenir activement les importantes expériences que nous faisons ensemble, comme la construction de larges comités de soutien à l'initiative 62/60 ans, la rencontre des Verts alternatifs, la candidature féministe à l'exécutif zurichois ou le large regroupement d'opposition à Lucerne. Une discussion entre nos organisations ne peut qu'aider à écarter les polémiques inutiles et les craintes d'opérations néfastes et développer au contraire un débat fructueux sur d'autres perspectives communes.

ABORDONS OUVERTEMENT LE DÉBAT

Nous croyons donc qu'il serait erroné que nos organisations se ferment mutuellement les portes au moment même où la discussion sur les perspectives de l'opposition est devenue publique et se retirent dans des discussions purement internes en attendant de voir comment d'autres s'en tirent, ou justement ne s'en tirent pas. Pourquoi ne pas aborder ouvertement le débat entre nos organisations, qui est d'ailleurs déjà public? Certains, évidemment, attendent des élections de cette année quelques indices ou résultats pour entreprendre alors la discussion et s'en font une raison pour reporter le débat.

Mais ceci risque de fermer encore davantage les portes et d'accentuer la dispersion. Comme nos deux organisations préparent un congrès pour ce printemps, nous tenons à profiter de cette période d'intenses discussions pour échanger nos idées et aborder nos tâches et nos objectifs communs. C'est pourquoi nous vous proposons de nous rencontrer dans les semaines qui viennent pour entamer un échange d'information sur les problèmes que nos deux organisations aborderont à leurs congrès.

Dans l'attente de votre prochaine réponse, nous vous envoyons, chères et chers camarades, nos salutations solidaires.

LE PSO : "NE NOUS FERMONS PAS LES PORTES"

Voici la réponse que le PSO a envoyée le 2 février en réponse à cette lettre du POCH. Les intertitres sont de la rédaction.

Chères et chers camarades,

Nous vous remercions de votre lettre du 4 décembre publiée depuis dans le *POCH-Zeitung* du 15 janvier. Permettez-nous de revenir sur certains points, suite à une discussion de notre Comité central.

LE DÉBAT EST ENGAGÉ

Nous sommes d'accord avec vous que la discussion des problèmes auxquels nous sommes confrontés demande "du temps et de l'attention" et qu'il ne s'agit pas simplement de faire le procès de solutions organisationnelles. Le fait est, cependant, que ce débat est déjà engagé. Les thèmes abordés à la rencontre des Verts alternatifs, les contributions publiées par la *Wochenzeitung*, *La Brèche* ou le *POCH-Zeitung* sont à nos yeux un bon point de départ que nous ne devrions surtout pas laisser s'enliser. Car cette discussion sur le contenu, les tâches et les formes d'organisation possibles de l'opposition soulève, à n'en point douter, un intérêt bien au-delà de nos organisations. Elle correspond sans doute aux rapports de force politiques et sociaux qui ont évolué et sont en train d'évoluer (et que nous tentons d'analyser dans nos thèses publiées dans *La Brèche* 377 du 15.1.87). Ne serait-ce que pour cette raison, ce débat ne peut se réduire à des opérations électorales ou des modèles d'organisation à court terme et à courte vue. Nous souhaitons donc que cette discussion entre nos deux courants ne soit pas repoussée.

D'AUTRES ONT AUSSI LEURS IDÉES

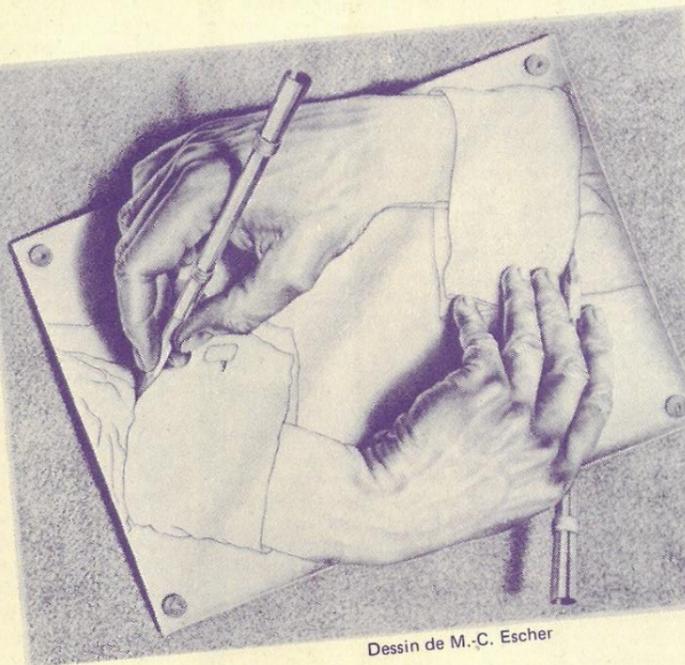
De plus, la situation actuelle ne demande pas seulement des discussions. D'autres forces politiques prennent déjà l'offensive pour absorber les forces qui, actuellement, veulent résister à la politique de contre-réforme.

Le Parti socialiste et certaines de ses sections, par exemple, cherchent à arrêter le cancer qui les ronge en se donnant une nouvelle image, sans modifier ne serait-ce que d'un iota leur politique gouvernementale catastrophique ou avancer une quelconque perspective d'opposition. Leur initiative pour la sortie du nucléaire ou des listes féminines comme à Berne sont des tentatives d'attirer des citoyens et citoyennes critiques au moment même où ils s'engagent, au nom du modernisme, pour le travail du dimanche et le travail de nuit des femmes. Ils veulent ainsi ramener dans le giron du consensus helvétique les forces qui s'en sont écartées depuis quinze ans: anti-impérialistes, féministes, écologistes, syndicalistes critiques, chrétiens indépendants et tant d'autres. Ce n'est pas un hasard si ce sont précisément les forces avec qui le POCH, le PSO et les Verts alternatifs ont développé une politique d'opposition active, dont nous devons tenir compte dans notre discussion.

La Fédération écologiste (FPES) et une aile de l'Alliance des indépendants avancent aussi leurs projets dans ce cadre. Il ne s'agit certes pas de se démarquer simplement de ces forces. Mais l'examen de leur politique concrète (lors de l'arrêt de Mühleberg p. ex. ou sur l'initiative AVS que nous avons lancée ensemble) montre, ainsi que le souligne Regula Munz dans le *POCH-Zeitung* 1/87, qu'il serait erroné de ne pas mettre le poids, dans ce contexte, sur nos propres objectifs.

AGIR ENSEMBLE ET DISCUTER

Nous croyons donc d'autant plus important non seulement de développer nos objectifs communs comme l'initiative pour la retraite à 62/60 ans, l'arrêt du bétonnage, la diminution du temps de travail, la réalisation des droits égaux pour les femmes, et d'y intégrer le maximum de forces, mais de faire progresser en même temps le débat pour tracer ce que nos deux organisations envisagent comme leurs tâches futures en tant que forces d'opposition. Ceci nous permettra, face au PS et à la FPES également, de dépasser les simples démarcations ou les débats purement tactiques pour aborder les questions de fond et proposer quelques orientations aux forces d'opposition.



Dessin de M.-C. Escher

La poursuite de notre discussion commune est aussi urgente d'un autre point de vue. Nos deux organisations ont affirmé, ces dernières années, bien des divergences réciproques, de nature programmatique comme dans l'estimation

En discussion :

SOCIALISME, AUTO-GESTION DANS LE PSdT

Fin février — début mars, le Parti suisse du travail (PSdT), connu sous le nom de Parti ouvrier populaire en Suisse française, tiendra son 13e Congrès. Un document, dont le titre laisse rêveur : "Le temps des contradictions", sert de base à la discussion. Cette dernière se déroule partiellement dans les colonnes de la *Voix Ouvrière — Réalités*, l'hebdomadaire en langue française du PSdT. Pour permettre à nos lecteurs d'apprécier l'ampleur du débat, nous reproduisons, ci-dessous, quelques extraits de la "tribune de discussion".

Une lecture appliquée de cette tribune nous révèle que "le monde socialiste" est au centre des discussions. Il y a certes plusieurs raisons à cela. On pourrait en trouver une dans ce que prétend le POP jurassien dans sa contribution : "il manque toutefois à ce texte ("Le temps des contradictions") un certain souffle mobilisateur et en corollaire, des propositions d'actions concrètes en vue de le faire passer dans la réalité. Le souci évident de maintenir l'unité en dépit des différents courants qui se manifestent à l'intérieur du parti ne nous dispense pas d'une ligne directrice claire" (*VO — Réalités*, 29 janvier 1987). Ainsi, l'absence d'une orientation pratique — qui trouve peut-être son origine dans le précaire équilibre entre les courants qui traversent un parti en grands difficultés — peut expliquer le report de l'intérêt d'une fraction des membres sur la "question du socialisme réel".

Quel socialisme réel ?

Mais il est plus probable que cet échange d'opinion sur le "socialisme réel existant" ait d'autres origines. La première, le prix (entre autres électoral) que continue à

payer le PSdT pour son identification et son soutien, sur l'essentiel, à la politique des Partis communistes qui monopolisent le pouvoir politique et économique, en bâillant les travailleurs manuels et intellectuels. La seconde, le rejet massif, par dix millions de salarié(e)s organisé(e)s dans Solidarność, de l'ensemble des normes politiques, sociales et économiques de fonctionnement du "régime socialiste" de Pologne et l'adoption par le seul véritable syndicat indépendant dans le "monde socialiste" de la revendication d'une "République autogérée". A ce propos, il est surprenant — dans un document qui porte ce titre! — de constater le manque de toute référence à la Pologne et à Solidarność. Tout au plus peut-on lire dans la thèse 23 : "Le monde socialiste connaît aussi des problèmes dont certains ont conduit à des véritables crises." De qui et de quoi parle-t-on? Moins transparent, tu meurs!

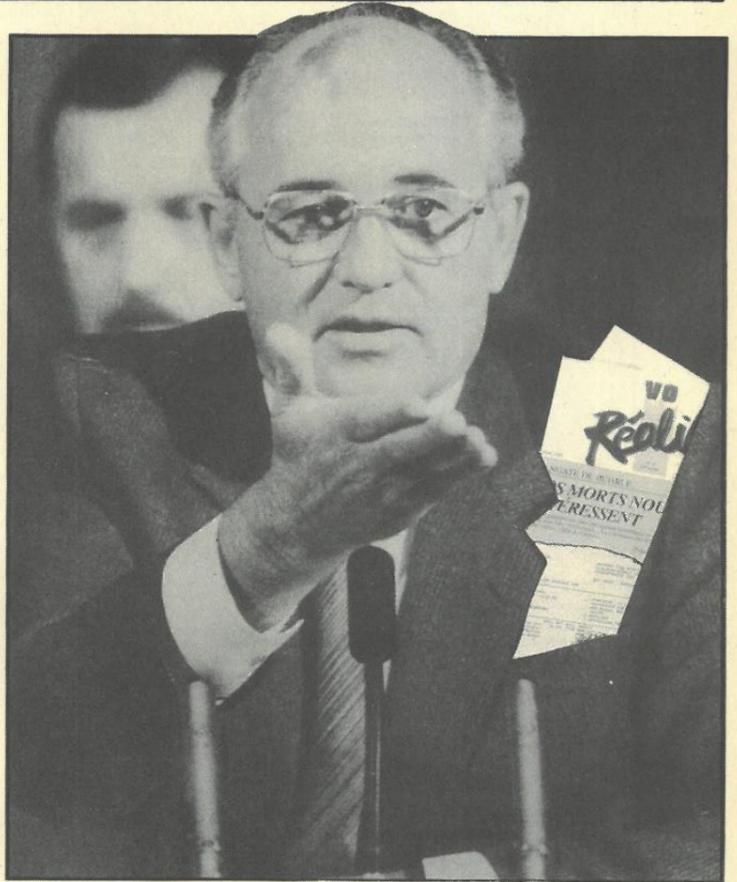
La troisième n'est autre que la répercussion des réformes que tente de mettre en place Gorbatchev (voir *La Brèche* No 368, 374, 376 et 377). La lecture de la thèse 25 du "Temps des contradictions" indique que les camarades du PSdT

n'avaient pas encore reçu le feu vert de Gorbatchev pour décrire les maux de la société soviétique. Le secrétaire général du PCUS les dénonce aujourd'hui, avec un ton que la direction du PSdT aurait qualifié, il y a peu, "d'anti-communisme primaire". La thèse 25 se contente en effet de constater : "Ces pays se trouvent confrontés aujourd'hui avec une baisse du dynamisme dans le travail (sic!) et la montée (resic!) de la bureaucratie. Des faiblesses et des négligences sont visibles (reresic!) dans la vie politique et pratique. Les aspects négatifs dans les domaines de l'économie, dans la vie sociale, morale et culturelle freinent le développement de la société socialiste."

Pourquoi en est-on là ?

Il est surprenant qu'un parti qui se réclame du "monde du travail" ne cherche pas plus loin les raisons de cette baisse du "dynamisme au travail"; n'établisse aucun lien entre la corruption reconnue des "camarades responsables" et le désintérêt des travailleurs/euses pour la production; n'effectue aucun rapport entre le fait que tout le pouvoir soit placé dans les mains de l'appareil du PCUS et le fossé qui s'est creusé — depuis les années vingt — entre le peuple et le régime.

Il est aussi curieux que la direction du PSdT, qui a subi quelques "chocs" historiques (rapport Khrouchtchev en 1956, la révolution hongroise de 56, les luttes en Pologne de 1956 à 1980-1981, le Printemps de Prague de 1968...), ne pousse pas plus loin la tentative d'analyse de ce qui se passe "dans



le monde socialiste". Dans un éditorial de la *VO — Réalités*, le rédacteur, citant un "professeur soviétique", affirme que le "socialisme demeure l'objet de luttes sociales" (15 janvier 1987).

Alors deux questions se posent. Tout d'abord, quels sont les acteurs de ces luttes sociales? Quand les travailleurs polonais s'affrontent aux Jaruzelski et consorts (toujours chéris par Gorbatchev!), s'affrontent-ils à ceux qui défendent le socialisme? Le POUP et l'armée polonaise se portent-ils au secours du socialisme contre une majorité de travailleurs? Ensuite, l'enjeu des luttes sociales dans la perspective du socialisme peut-il être autre que le développement effectif du pouvoir direct, avec toutes ses assurances légales, constitutionnelles et la multiplicité de sa représentation politique (pluripartisme), des hommes et des femmes qui produisent la richesse matérielle et immatérielle de la société?

C'est en abordant ces questions — que certains d'entre nous avions posées dès 1967-1968 au sein du PSdT, avant d'en avoir été exclus pour avoir osé le faire! — que le débat sur le socialisme et l'autogestion ferait un pas en avant. Sans cela, le risque est grand, pour plus d'un membre du PSdT prêt à rénover le parti, de retomber dans des pièges qui se sont déjà refermés sur les "esprits critiques" dans le passé. En effet, les plus fermes défenseurs de la confusion — désastreuse pour tous ceux et celles qui se réclament du socialisme auto-gestionnaire! — entre les "Etats socialistes" et le socialisme vont répliquer : "Nous sommes de l'avis que c'est justement le développement en cours en Union soviétique depuis quelque temps qui témoigne de la vitalité du socialisme réel" (Section du PSdT de Bâle).

Par ce subterfuge, d'aucuns voudraient faire l'économie d'une recherche des causes et des origines sociales, politiques de la crise présente de l'économie et de la société soviétique comme des crimes monstrueux qui ont jalonné son histoire. Ils voudraient, dès lors, assimiler quelques réformes (visant à donner de l'oxygène à un système de plus en plus essouffé) au socialisme. A ce propos Roy Medvedev, historien soviétique appuyant de façon critique les mesures de Gorbatchev, écrit : "Les propositions de Gorbatchev (sur le système électoral) me paraissent totalement raisonnables, je n'y vois rien de sensationnel. Quelques-unes de ces proposi-

tions consistent à rétablir les normes qui existaient dans notre pays dans les années vingt. Comme on le sait, jusqu'à maintenant, pour les élections aux organes de direction du parti — depuis le comité de district jusqu'au Comité central du PCUS — on proposait aux délégués des conférences régionales, des congrès et des plénums du parti une liste de candidats qui ne pouvait être complétée par aucun autre nom. Ce fonctionnement fut introduit par Staline à la fin des années vingt. Au temps de Lénine, les listes de candidats à l'élection à tous les organes du parti étaient toujours ouvertes à toutes propositions de changements ou de compléments... (Pour les élections aux organes du pouvoir soviétique), il sera donné aux électeurs la possibilité de choisir entre divers candidats (au niveau du district). Ces derniers, évidemment, appartiennent au même bloc de communistes et de sans parti, car en URSS il n'existe pas d'organisation politique d'opposition. On peut donc accueillir positivement une telle réforme du système électoral, mais il serait précipité de la qualifier de révolution." (*El País*, 3 février 1987.)

On voit bien que ceux qui réfléchissent effectivement — quand bien même ils apportent leur soutien critique à Gorbatchev — sur une véritable réforme du "système soviétique" sont contraints de poser les questions de fond : démocratie dans le parti, pluripartisme, normes "historiques" et déformations de ces normes, etc... Et pour calmer l'optimisme de ceux qui attendent de Gorbatchev les prouesses que des croyants attribuent aux prophètes, Roy Medvedev conclut son analyse du récent Comité central du PCUS en disant : "En faisant le bilan, Gorbatchev a exprimé sa satisfaction pour les décisions du plénum. Néanmoins, il a obtenu moins qu'il désirait et moins qu'il est nécessaire pour notre société et pour le PCUS lui-même."

Il est vrai que pour obtenir beaucoup plus, il devrait mettre en question le monopole du pouvoir qui assure à la nomenklatura tous ses avantages matériels... donc les siens. Et ce pas là, Gorbatchev n'est pas prêt à le franchir! Il ressemble trop, avec sa figure de "secrétaire général éclairé", à ce prince Salina, héros du grand roman *Le Guépard*, pour qui tout doit changer si l'on veut que les choses restent en place.

A. Udry

TRIBUNE de DISCUSSION

"Tout autre est la position du PST à l'égard de l'URSS. Membre du C.C. du Parti depuis 1945, je ne me souviens pas qu'on ait présenté l'Union soviétique comme un modèle. Ceux qui l'ont fait peut-être n'étaient pas marxistes. (...)"

"Il est vrai que des réformes sont nécessaires dans les pays socialistes car la collectivisation des moyens de production ne change pas en un tournemain les consciences obscurcies par des siècles de violences, de provocations et d'exploitation. Les modifications qui s'amorcent en Union soviétique sous la direction du secrétaire général du Parti communiste, Mikhaïl Gorbatchev, sont un phénomène nouveau qu'il faut saluer avec confiance. (...)"
Fernand Petit membre du CC

"Les pays du "socialisme réel" ont franchi l'étape essentielle de cette appropriation collective (étape oh! combien difficile et se heurtant à une opposition farouche des forces du grand capital, voir le Chili d'Allende ou le Nicaragua d'aujourd'hui). Mais leur société reste, pour l'essentiel, dirigée "d'en haut". Comme le dit le document de discussion, des "changements qualitatifs" restent à faire : le manque de démocratie — ou l'absence d'autogestion — a des conséquences néfastes dans tous les domaines, économique, social, culturel, et pas seulement dans celui des libertés ou des droits de l'homme. Ces changements, eux aussi, suscitent des résistances et se heurtent à des couches sociales qui défendent leurs privilèges : voir la Tchécoslovaquie de 68, la Pologne de ces dernières années

ou plus récemment les oppositions que rencontre la politique de réformes mises en oeuvre par Gorbatchev. (...)"

Marianne Huguenin
Renens, section POP vaudois

"En dépit de difficultés multiples, chacun a en effet l'impression de vivre dans une société d'abondance (logement, équipements ménagers, TV, biens de consommation, voitures, vacances, etc.) et ce d'autant plus qu'à cet égard, la situation dans les pays qui construisent le socialisme, telle qu'elle est abondamment rapportée, fait sous nos latitudes office de repoussoir. (...)"

"Chacun sait maintenant que cette condition primordiale qu'est la collectivisation des moyens de production n'est pas suffisante pour transformer de fond en comble la société et construire le socialisme. (...)"
POP jurassien

"L'opinion contenue dans le document de discussion au sujet du monde socialiste (chapitre 23-26) je ne peux pas l'accepter sans la contredire. (...)"

"Mais surtout il faut souligner le programme clair, audacieux et réaliste des Etats socialistes pour un ultérieur développement et le ferme espoir de la plupart des personnes qui mettent ce programme en oeuvre. Egalement dans l'important domaine de la protection de l'environnement, je vois, malgré Tchernobyl et autres problèmes, des prévisions

bien plus optimistes. A part les résultats déjà obtenus, c'est seulement dans le socialisme qu'on trouve de réelles prédispositions pour la solution de ce problème. (...)"

R. Hägi, Hochfelden

"Notre conception du socialisme : Comment, peut-on avoir une "conception" d'une théorie qui a sa propre identité; le socialisme a sa propre définition. Ou nous suivons le socialisme avec sa propre définition ou alors nous suivons notre conception du socialisme qui se trouve alors ne plus être du socialisme."

"Pour terminer je vous dirai que si je suis communiste c'est pour suivre le marxisme-léninisme (et pas une "conception") et marcher dans la voie de ceux qui ont commencé à ouvrir le chemin du socialisme, en l'occurrence les modèles socialistes."
C. Milliquet
Secteur sud POP Lausanne, Vaud

"Est-il vraiment du même camp que nous, ce Jaruzelski qui envoyait du charbon à Mme Thatcher pendant que Solidarność envoyait des messages de solidarité aux mineurs anglais en grève? (...)"

"Rompons donc le cordon ombilical avec l'URSS. Il ne s'agit pas de brûler du jour au lendemain ce que nous avons adoré, mais de reconnaître clairement que puisque nous voulons un socialisme basé sur la démocratie politique et l'autogestion, les dictatures de l'Est n'ont pas grand-chose à nous apporter. (...)"
Jean-Pierre Leyvraz,
conseiller communal progressiste

Afrique du Sud :

La Providence, le dieu afrikaner, a distribué les rôles. Le maître (le baas), c'est le blanc ; l'autre, c'est le kaffir, le cafre... Majoritaire au Parlement depuis 1948, le parti des baas, le Parti national, a mis en place l'apartheid au moyen duquel il gouverne l'Afrique du Sud. Les Blancs sont les seuls à avoir le droit de vote. Faut-il le préciser ? seuls des Blancs peuvent être élus. Les prochaines élections auront lieu le 6 mai. Le Parti national devrait les emporter : elles ont été taillées sur mesure par le gouvernement de P.W. Botha sous le régime de l'état d'urgence.

Mais que gagnera-t-il ? Du temps. Après des décennies d'apartheid, la bourgeoisie sud-africaine avait attendu, au début du gouvernement Botha, qu'il réforme les institutions pour satisfaire les nouveaux besoins du capitalisme. La croissance du nombre des Noirs, des Noirs urbanisés notamment, appelait des concessions : comment contenir un ghetto s'il absorbe tout l'espace urbain ? L'industrialisation rendait indispensable la formation professionnelle de nombre de Noirs ; l'élargissement du marché intérieur exigeait l'élévation de leur pouvoir d'achat. Craignant la menace du mouvement national noir, le ministère de Botha avait imaginé un programme de réformes qui non seulement

Le dernier Parlement du Parti national

n'entame en rien le pouvoir du gouvernement afrikaner mais au contraire le renforce.

Depuis un an le gouvernement sud-africain n'a plus d'autre politique que la répression. Sans doute l'état d'urgence a-t-il permis l'internement de 20 000 à 30 000 militants, l'assassinat de 2400 Noirs, et leurs organisations accusent durement le coup. Mais Botha peut-il être assuré que les 85 o/o des exclus du suffrage universel ne troubleront plus son jeu ? En automne, malgré toutes les perches que lui ont tendues ses pairs de la bourgeoisie internationale, Botha s'est illustré par une consternante absence d'initiatives, suscitant l'unanimité de la communauté internationale contre son gouvernement. Sa marge de manœuvre en Afrique du Sud même s'en est trouvée singulièrement rétrécie.

C'est ainsi, dans une extrême tension et dans un climat de fin de règne, que trois projets se disputeront les faveurs de cette petite minorité qu'est l'électorat blanc. A l'extrême droite, les White Supremacists du Conservative Party (Parti conservateur ; 19 sièges) et le Herstigte Nasionale Party (Parti national reconstitué ; 1 siège) envisagent un pacte électoral. Les concessions que Botha à ses débuts paraissait disposé à accorder aux Noirs ont stimulé leur renforcement. Celui-ci s'est poursuivi contre son gouvernement, incapable d'anéantir la résistance noire, de restaurer la toute-puissance afrikaner. Sur la gauche de Botha, le Progressiv Federal Party (Parti fédéral progressiste ; 27 sièges), parti du grand capital, et le petit New Republic Party (Parti de la nouvelle république ; 5 sièges) ont constitué un pacte électoral. Des transfuges de premier plan du Parti national se sont également portés sur cette section de l'échiquier politique.

Dans les années 1983 et 1984, l'Afrique du Sud entrait dans sa plus grave crise économique qui exacerbait les contradictions de ce régime figé. Développement impétueux du mouvement syndical et des luttes ouvrières, naissance du Front démocratique uni (UDF), qui regroupe des centaines d'organisations revendiquant le suffrage universel, stimulation d'un large débat en faveur d'une alternative socialiste et révolutionnaire : les luttes de masses contre l'apartheid connaissent un immense développement.

Les peuples opprimés d'Afrique du Sud n'ont rien à attendre de cette consultation. Tous ses protagonistes leur refusent le suffrage universel.

Claude Leuwen



Georges Marchais : à l'assaut des "liquidateurs".

Crise au PCF. A la dernière réunion du comité central (CC), le torchon brûle : Claude Poperen se démet de ses fonctions au CC et au bureau politique. Il proteste de la sorte contre la réponse (adoptée à l'unanimité moins quatre abstentions) de la direction à une lettre de Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, qui s'inquiétait de l'utilisation du mot de "liquidateur" par Georges Marchais à l'encontre des "rénovateurs". La deuxième journée du CC sera d'ailleurs marquée par la démission de Rigout de cette instance.

Face à cette offensive éclairée de la direction, les "rénovateurs" du PCF, réunis en un Collectif de coordination des renovateurs communistes le 31 janvier à Paris (35 militants représentant 15 départements), ont annoncé pour la mi-février la publication d'un manifeste résumant les questions de fond qu'ils voudraient débattre. D'après Marchais cependant, ces 35 "rénovateurs" "sont visiblement en marge des règles démocratiques du parti, des statuts du parti (Le Monde, 4 février 1987). Une menace à peine voilée !

Pour la direction du PCF, qui a semé la colère avec tant d'allant, le moment est venu d'affronter la tempête. Le coup de tonnerre de la double démission de Claude Poperen et de Marcel Rigout de leurs hautes responsabilités, bureau politique et comité central, met fin à une longue phase d'attente. Après la drôle de guerre, c'est la conflagration. Pierre Juquin (porte-parole des renovateurs), en une longue intervention, a exposé devant la direction de son parti les grandes lignes de ce qui ne peut être qu'une plate-forme politique. Tandis que la direction, en la quadruple personne de Marchais, Leroy, Fiterman et Lajoinie, fait bloc et canonne la "fraction liquidatrice".

Psychodrame ou crise ?

"Liquidateurs". Tout a apparemment basculé lorsque Marchais, spécialiste de l'initiative médiatique, à Antenne 2, a usé ce terme qui vaut anathème et exclusion pour caractériser Juquin et ses amis. D'où la lettre de protestation de Rigout, considérant que "la déclaration de Georges Marchais est un coup public porté à l'unité du parti" et demandant "de savoir si cette déclaration n'est que personnelle ou si elle exprime l'opinion du bureau politique". C'était contraindre ce dernier à prendre la plume et permettre à Poperen, en désaccord avec une réponse qui assume grossièrement l'esclandre de Marchais, de démissionner. Le tout devant le CC et sous les sunlights. Un CC qui, du coup, a totalement perdu de vue ce qui était son objectif central.

Un psychodrame, comme se plaît à le décrire Fiterman ? Non, une crise !

De ces crises qui, brutalement, dénouent une situation impossible qui a trop duré. Pour les renovateurs, la bataille démocratique a, de longue date, épuisé ses effets. S'y cantonner, c'est rester sans voix.

D'autant que le réchauffement social a donné un caractère d'urgence à tout ce qui était en attente, en même temps qu'il faisait éclater l'inanité de l'argument pivot de la direction : le glissement à droite de la société. Le succès croissant des réunions organisées par les contestataires, avec les cercles M par exemple, témoignait, pour beaucoup de militants communistes, de la volonté de se doter d'un projet politique au contenu révolutionnaire.

L'offensive

Consciente du danger, la direction a décidé, il y a quelques semaines, d'engager une offensive éclair. D'une part, par un tapage soigneusement organisé autour du calendrier de préparation du congrès et des élections, avec désignation du candidat en mai, ratification plébiscitaire par une conférence nationale, puis congrès en fin d'année. D'autre part, avec la multiplication des coups de boutoir et des insultes en direction des oppositionnels : affaire du Finistère¹, étiquette social-démocrate

La crise du Parti communiste français (PCF) :

EN VOIE DE LIQUIDATION ?

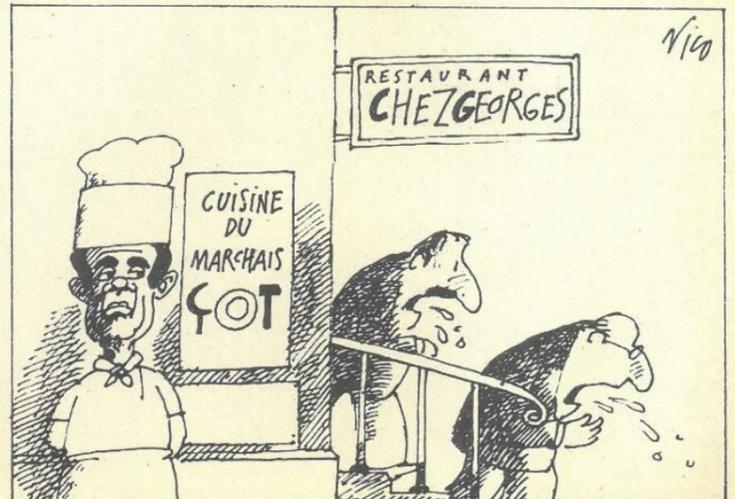
accolée aux "renovateurs-liquidateurs"... Une étiquette qu'on distribue sans compter, puisque même les coordinations cheminotes se la voient généreusement attribuée. Objectif : faire éclater l'opposition, en offrant le choix entre rester "dedans", tête basse, ou se retrouver "dehors", classé social-démocrate !

Autrefois, cela s'appelait une purge. La médication doit être suffisamment forte pour que ceux qui n'en meurent pas n'aient pas le goût d'y revenir. Mais Poperen et Rigout ont préféré tout perdre plutôt que l'honneur. Le bureau politique, loin de dissocier les "bons" renovateurs des "mauvais", a enclenché une dynamique d'ampleur. Il est pourtant, le ton de sa lettre le montre, prêt à payer le prix nécessaire pour achever la "fraction" Juquin. Et ce prix sera lourd.

Ont-ils gagné ? Oui, si les militants communistes n'ont d'autre choix que la démoralisation et la préparation de la campagne Lajoinie. Et la bourgeoisie aurait tout à fait raison de se réjouir bruyamment de ce nouveau rebondissement de la crise du PCF. Mais non, si la question soulevée par Juquin, de la nécessité d'une vraie organisation révolutionnaire, rencontre un écho et prend corps.

Francis Sitel

1. L'affaire du Finistère se déclenche lors de la réunification des fédérations du sud et du nord Finistère : Louis Aminot n'est pas réélu dans ses fonctions de dirigeant fédéral. Mais une importante partie de ses camarades se solidarise avec lui, dont la majorité de l'ancien bureau fédéral et l'ensemble des élus communistes du département. Les contestataires éditent maintenant un journal intitulé *Unité*. En guise de rétorsion, la fédération "officielle" a refusé les cartes de membres 1987 aux contestataires.



Philippines :

PLÉBISCITE SUR FOND DE CRISE



Philippines, des réformes sociales qui se font toujours attendre.

Le référendum sur le projet de Constitution a obtenu une très large majorité populaire. Cette victoire de Corazon Aquino, qu'elle a présentée comme un plébiscite en sa faveur, ne règle pas, loin s'en faut, les tensions sociales et politiques à l'œuvre. La réforme agraire, le rôle de l'armée — pour ne citer que deux exemples — restent en suspens. Notre camarade Pierre Rousset, spécialiste du Sud-Est asiatique, dresse ici l'arrière-fond de l'instabilité présente et future de l'actuel régime.

La Brèche: La révolution de février 1986 a ouvert une phase de transition vers l'après-Marcos. Les acteurs de ces événements cependant étaient loin de partager les mêmes objectifs.

Pierre Rousset: On sait maintenant assez bien ce que fut février 1986: avant tout une révolution antidictatoriale. Mais elle n'était ni une révolution sociale, ni une révolution pouvant déboucher rapidement sur un nouveau système politique stable. Il n'y avait aucun accord de fond entre les principaux acteurs de février. On peut en citer au moins quatre. D'abord les masses populaires qui se sont mobilisées et ont joué un grand rôle pour miner le régime Marcos. Elles espéraient non seulement la démocratie, mais aussi des réformes sociales profondes. Les classes moyennes ensuite qui, depuis 1983, remplissent une fonction importante dans la vie politique aux Philippines et aspirent à un régime civil, démocratique. Donc au retour dans les casernes de l'armée. En troisième lieu, la bourgeoisie voulant briser les monopoles gouvernementaux, étatiques et parasitaires établis par Marcos pour retrou-

ver leur liberté d'action d'homme d'affaires. Enfin une fraction de l'armée, celle qui s'opposait à la dictature en raison de la faillite, notamment dans la lutte contre la guérilla, mais qui ne comptait pas pour autant remettre en cause leur rôle nouveau dans la vie politique.

* Le référendum sur la Constitution contribuera-t-il à "apaiser" ces diverses tensions?

— A la vue des résultats de vote (environ 70% d'acceptation), on pourrait penser que le régime gagnera une certaine stabilité. Mais plusieurs graves problèmes demeurent et feront l'enjeu de conflits structurels. Ils ne seront pas réglés par un texte constitutionnel. En voici un: le rôle de l'armée. Le régime Marcos a créé cette armée de toute pièce et la "mise en politique et en économie": prébendes, favoritisme, énormes pouvoirs découlant de la loi martiale... Aucune des fractions actuelles de l'armée, car elle est divisée, n'entend se retirer de la politique. Y compris la fraction représentée par le général Ramos et l'actuel ministre de la

Défense Ileto. Or cette armée, contrairement au cas de la Thaïlande par exemple, ne dispose pas de partis politiques à sa dévotion. On peut donc prévoir qu'un problème institutionnel important se posera avec et après les élections au parlement (en mai prochain), dans lequel seront représentés de façon ultra majoritaire les partis du centre-droite. Ceux-ci tenteront essentiellement d'exclure du jeu politique les masses populaires. Mais, par ailleurs, ils ne représenteront pas directement l'armée.

Prenons un deuxième problème. Avant la loi martiale des années septante, il existait déjà un système parlementaire bicaméral avec deux grands partis qui se succédaient à la présidence. Une situation où la politique était le privilège des élites sociales, des riches. Depuis quelques temps, de nouveaux acteurs politiques ont surgi sur la scène: l'armée, l'Eglise et les masses populaires. Parce que l'un des résultats de la loi martiale fut justement de politiser des secteurs nouveaux des masses populaires. Elles sont maintenant actives et pèsent sur les rapports de forces en présence. Elles jugeront également de ce qui se passe en fonction de leurs propres activités politiques.

Citons encore un autre facteur de tensions. Nous avons un vote massif pour la Constitution, mais avec une ambiguïté tout aussi massive concernant les réformes sociales. Durant les trois mois qui

ont suivi la chute de Marcos, le régime Aquino a opéré des réformes politiques réelles. Puis elle s'est retrouvée paralysée, à cause des pressions de l'armée, des diverses factions dans son gouvernement, etc. Et sur le plan social de surcroît, elle n'a pris aucune mesure majeure touchant directement les masses populaires. Or le prochain parlement sera très probablement dominé par les grandes familles, l'élite, les partis bourgeois. Des lois, comme celles sur la réforme agraire, passeront par le canal de ce parlement. On sait parfaitement ce que cela signifie: des lois édulcorées, ralenties, déstructurées... Avec le degré de pauvreté qui sévit dans le pays et la façon dont les conditions de vie populaire se sont dégradées au cours de ces dix dernières années, cela se transformera inévitablement en un facteur de crise.

* Une grande partie de la gauche, en particulier le Parti communiste (PCP) et le Front national démocratique (FDN), ont appelé à voter contre la Constitution. Pourquoi?

— Je crois qu'il faut poser le problème en ces termes. L'échéance référendaire était difficile pour la gauche. Pour la grande majorité des votants, il s'agissait d'un vote sans grand rapport avec le contenu de la Constitution (62 pages, une des plus longues du monde!). Ainsi le vote référendaire était bien plus un plébiscite pro-Aquino, mais ancré dans les luttes politiques du moment. Et là ça devient compliqué. D'une façon générale, la crise du régime précédant le vote référendaire est marquée par l'activité de l'extrême droite militaire. Donc par une mise en cause de la légitimité gouvernementale. A partir de ce jugement-là, plusieurs organisations, comme par exemple les socialistes de Bisig, ont opté pour le "oui critique". Oui, pour éviter un échec qui profiterait à l'extrême droite et pour permettre à l'expérience Aquino de se monter sous son vrai jour aux yeux des masses, notamment sur le plan social.

Par contre des forces clandestines majeures, le PCP et le FDN, ont donné le mot d'ordre du "non". Evidemment, en raison du contenu de la Constitution. Mais aussi parce que, engagés dans la lutte armée, ils se confronteront à un vote constitutionnel permettant à Aquino de s'appuyer sur une nouvelle légitimité pour rejeter toutes les propositions de fond dans le cours des négociations. Certes, le PCP en payera un prix; Aquino va s'appuyer

sur ce vote, l'armée dira que les communistes ne représentent plus rien. Mais de nombreuses personnes ayant voté la Constitution l'ont fait sans l'enthousiasme, ni les illusions de l'année dernière. Ils étaient d'abord motivés à ne laisser aucune chance à l'extrême droite.

Maintenant qu'Aquino a obtenu son vote avec une majorité de presque 80%, elle est au pied du mur: va-t-elle prendre des mesures de réformes sociales? Auparavant, elle pouvait toujours prétendre qu'il lui manquait une base légale. Le terrain va donc changer. La prochaine échéance (les élections parlementaires) sera dès lors plus difficile pour la bourgeoisie que pour la gauche.

* Après ce vote référendaire, quels sont les atouts de la gauche?

— Je crois que le moment le plus difficile est passé. Le régime en effet a grillé l'essentiel de ses cartouches à disposition après la révolution de février. A savoir: une légitimité antidictatoriale, des mesures démocratiques, une autorité morale — sérieusement mise à mal depuis le massacre des paysans sur le pont de Mendiola, le 22 janvier. Je ne pense pas que le régime tienne en réserve d'autres cartouches de la même importance. La seule serait des réformes sociales tangibles... En l'absence de réformes sociales et d'un développement économique (très improbable), des contradictions internes vont à nouveau surgir à la surface. Les questions sociales revenant au premier plan, le poids de l'armée dans la vie politique restant un facteur majeur, les divisions entre les partis qui soutiennent le gouvernement s'exacerberont et mineront la crédibilité de la présidence. L'autorité du régime ira décroissant et le besoin d'une solution alternative, en revanche, prendra de la consistance. On va assister à une tendance à la "repolarisation" sociale.

Février 1986 avait "dépolarisé" l'opposition bourgeoisie-masses populaires, grandissante au moment de la loi martiale de Marcos. Aujourd'hui cet antagonisme fondamental va repénétrer l'ensemble du jeu politique. Voilà la tendance en cours, déjà à l'œuvre depuis plusieurs mois, mais qui est camouflée par l'ampleur du vote référendaire.

Propos recueillis par
Pietro Boschetti



La révolution de février 1986: un drôle de face-à-face.

Le Buhler nouveau est arrivé!



"Des chansons qui posent des questions."

Michel Buhler n'est pas l'idole des jeunes ni le chouchou des branchés. Pourtant, vivre de la chanson depuis une vingtaine d'années sans faire de concession aux modes est un exploit qui pourrait, si l'échelle des valeurs était autre, valoir à notre barde une panoplie de médailles. Qu'il refuserait certainement d'ailleurs.

Le Michel fait dans la poésie souvent, dans l'amour et l'amitié toujours, mais aussi dans la chanson populaire, celle qui traditionnellement expose la misère des uns, chômeurs à Sainte-Croix ou torturés de Buenos Aires, face à l'arrogance des nantis de partout et des militaires d'ici et d'ailleurs. Arrêtons-nous là, car le bonhomme est modeste. Ne manquant jamais l'occasion de chanter aussi les autres, Brel, Perret, Lapointe... Courez amies et amis lecteurs à son nouveau récital, notre chanteur a ajouté la drôlerie à son répertoire, ainsi qu'un jeu de jambes amélioré! Il a même pris le temps d'accorder une interview à *La Brèche*.

La Brèche: On te désigne souvent sous l'étiquette de "chanteur engagé". Qu'en penses-tu?

Michel Buhler: Le fait que l'étiquette chanteur engagé existe montre la pauvreté dans laquelle est tombée la chanson francophone actuellement. A mon avis, on doit pouvoir tout dire dans les chansons. La chanson est un moyen de communication au même titre que le cinéma ou la littérature. Il existe une littérature de kiosque de gare et une autre, disons, littéraire. Actuellement dans la chanson on s'aperçoit qu'il n'y a quasiment qu'une chanson de hall de gare. Et tout ce qui n'est pas de la chanson de ce type s'appelle chanson engagée. Si la chanson était à sa vraie place on n'aurait pas besoin de cette étiquette. On me considère comme un chanteur engagé parce que je raconte la vie de tous les jours et je dis mon opinion de temps en temps. Tout simplement.

qu'il y a peu de poésie dans les chansons actuelles.

* Si je prends l'exemple de Gilles, voilà quelqu'un qui faisait de la chanson engagée mais qui en même temps avait une certaine popularité auprès de la droite.

— Gilles a été récupéré par la droite — de plus en plus du reste — par le fait qu'il chantait le pays, le terroir. L'auditeur choisit ce qu'il veut dans un répertoire. Il y a actuellement un prix Jean Villard Gilles géré, je crois, par M. Cevey, syndic de Montreux, qui a été décerné une fois depuis la mort de Gilles à Henri Dès. Depuis il n'a plus été décerné.

* Quand le talent est là, on a beau essayer de marginaliser le chanteur mais ce n'est pas possible.

— Ouuaaiis, oui et non. Il faut du talent et beaucoup de ténacité.

parer ça à Gilles que certaines personnes considèrent comme un auteur vaudois. Ce sont des gens qui n'ont pas pris la peine de tout écouter. Et puis ça rassure d'avoir un chanteur qui chante les sapins et les ruisseaux plutôt que quelqu'un qui remet en question le monde.

* Est-ce que c'est lié au fait que les radios passent plus facilement certaines chansons que d'autres?

— Je sais qu'il y a des chansons qui passent plus que d'autres. Les chansons plus anodines, les chan-

a une prise de conscience des problèmes sociaux. Qu'est-ce qui t'a amené à cette vue du monde?

— L'ambiance familiale dans laquelle j'ai vécu. J'ai grandi dans une famille ouvrière qui travaillait soit chez Paillard, soit chez Thorens et qui charognait dur contre les patrons. C'est par goût personnel, aussi. Les chanteurs que j'aimais beaucoup à l'époque c'étaient Brel, Ferrat, Brassens. J'ai appris en les écoutant qu'on pouvait tout dire dans les chansons, notamment des choses importantes. Je connaissais aussi pas mal de vieilles chansons populaires. Des chansons de révolte qui racontaient des situations réelles et qui prenaient position dans leur siècle. Quand j'ai commencé à composer, j'ai fait les deux: des chansons d'amour et d'autres où j'avais envie de dire des choses plus marquées.

* Tu as récemment fait un voyage en Amérique du Sud et au Nicaragua. Qu'en as-tu retiré?

— Sur le continent américain, c'est le pays qui m'intéresse le plus. Parce que c'est là qu'il se passe le plus de choses importantes. Il y a un espoir nouveau: un changement de société déjà en partie accompli. Par opposition, la Bolivie par exemple, est un pays d'une tristesse infinie et on y sent une résignation terrible. En Bolivie, les gens sont aussi pauvres qu'au Nicaragua mais ils ont l'air d'avoir aucun espoir.

* Et ton impression sur Cuba?

— Contrairement aux autres pays d'Amérique latine, à Cuba on ne voit ni bidonvilles, ni misère dans les rues. C'est donc extrêmement positif. En revanche, l'aspect bureaucratique de Cuba m'a beaucoup miné. Sinon on sait qu'il y a des prisonniers politiques... Je souhaite que le Nicaragua évite tout ça. Tout en faisant la part des choses, car il est bien clair qu'en face d'eux ils ont les Etats-Unis qui ne les ménagent pas. Mais j'ai de la peine à admettre qu'on ne puisse pas faire d'omelette sans casser des œufs. J'aimerais que cela soit possible.

* As-tu eu des contacts avec la chanson locale dans ces pays?

— J'ai entendu des chanteurs, ce qui m'a redonné de l'espoir car à l'époque je n'en avais plus beaucoup concernant la chanson francophone. J'avais l'impression qu'on ne peut plus rien dire, que les gens n'écoutent plus ce qu'on raconte. Et d'entendre des chanteurs nicara-

guayens ou cubains parler de la vie, ça m'a fait plaisir de constater qu'il y a encore un continent où la chanson a toujours ce rôle merveilleux de raconter la vie de tous les jours. Cela m'a donné une énergie nouvelle.

* A Sainte-Croix, tu as pris une part active à la lutte des travailleurs pour la sauvegarde de leurs places de travail. Comment vois-tu l'avenir de cette région?

— Une remarque d'abord à propos du démantèlement d'HPI. A l'époque où les ouvriers de Sainte-Croix se battaient, ils avaient fait appel à la solidarité de ceux d'Yverdon. Malheureusement, cela n'a pas joué; ils ne se sentaient pas concernés. Je le regrette profondément.

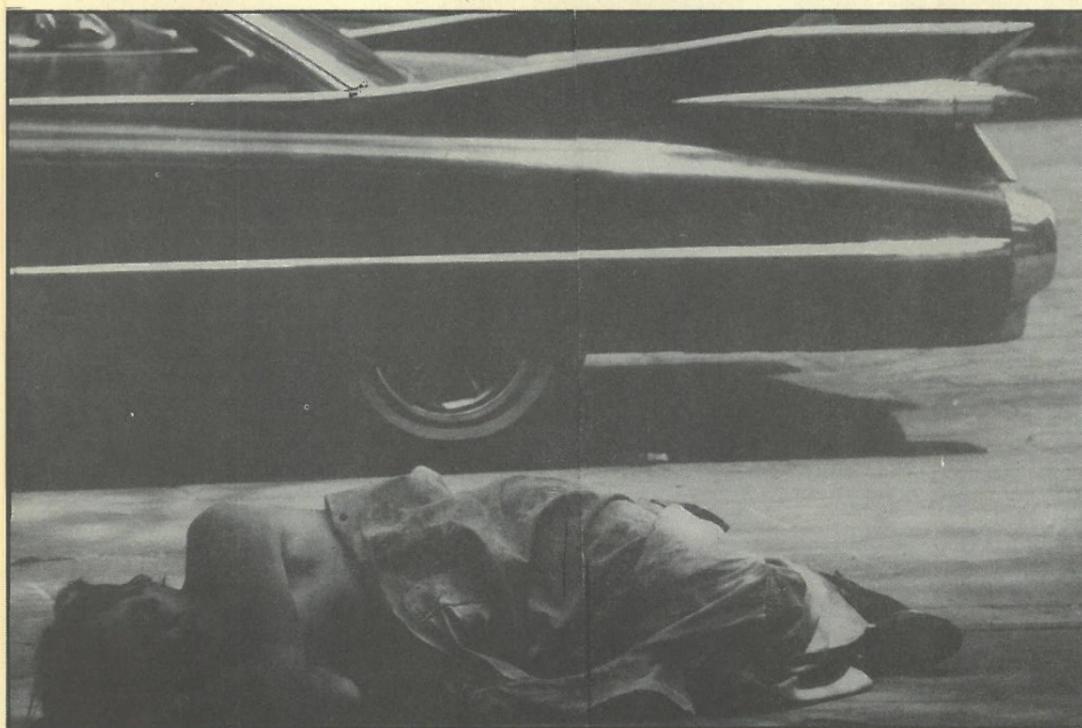
* N'est-ce pas dû à la pratique syndicale?

— Bien sûr. Par exemple dans le cas de Sainte-Croix, la FTMH n'a pas cherché à mobiliser la base. Les ouvriers étaient complètement désarmés parce qu'ils cherchaient quelqu'un qui les soutienne, qui les conseille, qui soit leur porte-parole. La FTMH n'a pas joué ce rôle alors que les gens étaient prêts à se battre. Pas étonnant si après ils se détournent du syndicat. Je sais que le grand patron du syndicat, Ghelfi, a félicité le secrétaire syndical de Sainte-Croix parce qu'il avait bien écrasé l'affaire...

* Tu passes une grande partie de ton temps en France. Que penses-tu de la situation présente?

— Elle me remplit de bonheur. On avait cru que les jeunes formaient une génération amorphe. Idem pour les salariés qu'on croyait complètement démobilisés. Et on s'aperçoit que ce n'est pas du tout le cas.

Propos recueillis par Marcel



"En Bolivie, les gens ont l'air d'avoir aucun espoir..."

* Puisque la chanson engagée est synonyme de chanson de gauche, l'autre chanson n'est-elle pas délibérément de la chanson de droite?

— Effectivement. C'est une chanson qui ne pose pas de questions. Elle est faite pour endormir les gens; ça sert naturellement les intérêts de la droite car elle a avantage à ce que le monde reste ce qu'il est.

* Mais en même temps, on peut être un chanteur de grand talent et sortir de cette catégorie. Je pense à Charles Trenet qui ne faisait pas précisément de la chanson engagée.

— C'est vrai. C'est de la chanson intelligente. C'est de la poésie, alors

Tu peux avoir du talent mais si tu n'es pas tenace, au bout de trois ou quatre ans et que personne ne t'écoute, tu as envie de t'arrêter et de faire autre chose. Il y a pas mal de chanteurs qui sont dans ce cas.

* En fait en Suisse romande les places à prendre sont limitées.

— Tout à fait. Et on ne peut pas vivre de la chanson en Suisse romande.

* Pour beaucoup de gens tu passes pour un chanteur limité par les horizons de Sainte-Croix.

— Les gens qui pensent ça ne sont probablement jamais venus à un de mes spectacles. On peut com-

sons d'amour beaucoup plus que les chansons dans lesquelles je dis des choses politiques. On est tributaire d'un crible qui est celui des programmeurs de radios qui décident ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. Sur dix chansons d'un 33 tours, le programmeur en passera deux. Si on lui demande pourquoi, il répondra (en tout cas dans mon cas): "tu as plus de talent quand tu parles de choses poétiques que quand tu parles de politique". Ou alors: "si on passe telle ou telle chanson, on va avoir des lettres de réclamation". Donc on ne les passe pas.

* Tu as composé tes premières chansons en 1967. Dès le début il y

DISCOGRAPHIE

Michel Buhler nous a offert à ce jour 9 disques 30 cm. Mais nous les a-t-il tous offerts?

Récapitulons:
1968 Helvétiquement vôtre
1973 Vivre nus
1976 Immigré
1977 "Ici"
1978 Je m'en vais
1978 Simple histoire
1980 La belle folie
1981 Tendre Buhler
1986 Rasez les alpes

l'événement

Les lycéens espagnols tiennent parole :

DÉCEMBRE NE FUT QU'UN DÉBUT..

Depuis la fin de l'année dernière, les lycéens espagnols se battent. A l'exemple de la France, ce mouvement place, pour la première fois, le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez devant une contestation sociale d'ampleur. Là aussi, le modèle néolibéral ferme la porte de l'avenir à de nombreux jeunes. Car, une fois de plus, c'est contre la sélection et les inégalités devant l'éducation que cette génération, très jeune, se mobilise. En témoigne un de leur slogan principal: "Plus de fils d'ouvriers à l'université". Les statistiques d'ailleurs leur donnent raison: peu de jeunes des milieux modestes, beaucoup d'enfants des élites dans les universités. "C'est justement de ce système dont nous ne voulons pas", explique Beatriz, du lycée de Vallecas (Libération, 2 février 1987). Or le projet gouvernemental entend accentuer la sélection par un nouvel examen avant l'entrée à l'uni et augmenter les droits d'inscription, pourtant déjà fort dissuasifs (50 000 pesetas, environ 700 francs suisses) pour les moins favorisés. Pas un hasard si, dans la plupart des lycées populaires, la grève et les manifestations sont massivement suivies depuis le début.

Cette mobilisation, à laquelle nos camarades de la LCR participent pleinement, s'est dotée de ses propres formes d'organisation: assemblées générales, coordinations par établissements, régions et nationalités. Le Syndicat des étudiants (qui touche les élèves du secondaire et de l'uni) et la Coordination des étudiants de l'enseignement secondaire tentent d'organiser l'ensemble. Comme en France, les jeunes manifestent leur volonté de démocratie directe dans les assemblées, leur désir de ne pas être "récupérés" et de contrôler leur mouvement.

Le taux de chômage en Espagne atteint 21%, dont une majorité de jeunes: 51% pour les 16 à 19 ans et 43% entre 20 et 24 ans. Ils ne veulent plus, pour survivre, devoir vendre aux feux rouges des grandes villes des paquets de Kleenex ou de Marlboro. Rien à voir, on l'imagine, avec de quelconques "désœuvrés", comme les traite dédaigneusement la presse bourgeoise.

"Projet provocateur"

"Dans ce contexte, parler de mode en ce qui concerne l'actuelle lutte des jeunes, c'est soit vouloir discréditer le mouvement des lycéens, soit être totalement

l'université doit pratiquer une année d'orientation universitaire, après trois années de lycée-baccalauréat, avec examen final à la clé, réd.). Une réforme qui introduit une augmentation de la taxe d'écolage et institue un numerus clausus draconien.

Depuis la chute de la dictature en 1975, les études se sont démocratisées, le nombre d'étudiants passant de 70 000 en 1962 à dix fois plus vingt ans plus tard. Mais cette réforme a fait déborder la coupe et, galvanisés par le mouvement français, les lycéens madrilènes, puis de la péninsule, ont lancé un mot d'ordre de grève et de manifestations pour le retrait de ce projet. Le succès du 4 dé-



nationale naissante et gagner les étudiants et les travailleurs à notre cause. Tout ceci dans une organisation de l'enseignement assez compliquée: école laïque sous le contrôle de l'Etat et écoles privées sous celui de l'Eglise; "souveraineté" de différentes provinces en matière d'éducation, ce qui différencie les paliers de négociation..."

Je quitte Juan plutôt sceptique. Rares sont les mobilisations qui redémarrent après des vacances, surtout lorsque l'échéance des examens approche. Eh bien... ils ont tenu parole.

Un million

Les lycéens consolideront le Syndicat des étudiants et la Coordination de l'enseignement secondaire et des universités. Petit à petit, ils gagnent l'appui des syndicats: Commissions ouvrières (CCOO), Union générale des travailleurs (UGT) et Confédération nationale du travail (CNT). Ne partant pas la gibecière vide, ils décrètent, dès le 20 janvier, quatre jours de grève générale et de manifestations. Les enjeux restent les mêmes: libre accès à l'uni sans examen; versement d'allocations aux diplômés sans emploi; retrait de l'augmentation des taxes universitaires.

Plus d'un million de jeunes suivent le mouvement dans tout le pays. En Andalousie, 200 000 élèves sur 230 000 (80%) occupent leurs établissements. Dans cette province, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, "étudier pour travailler" n'a plus grand sens. D'où une plus forte participation étudiante. Seuls en Euzkadi, en Catalogne ou dans la ceinture industrielle de Madrid, les études peuvent encore mener à un emploi. L'occupation, par les lycéens d'un quartier ouvrier, de l'Institut national de l'emploi, à Madrid, prend dès lors valeur de symbole.

A la manifestation nationale de clôture des quatre jours de grève générale, 200 000 jeunes descendent pacifiquement dans les rues de Madrid. Prenant prétexte d'affrontements provoqués par des

jeunes d'extrême droite, des motocyclistes "anti-émeutes" — comme à Paris — interviennent et tirent. Une lycéenne de 15 ans tombe, grièvement blessée par balle. Deux syndicats de policiers dénoncent la provocation: les services secrets de la police savaient que l'extrême droite préparait une riposte.

Grève générale

La suspension de quatre motocyclistes ne calmera en rien la situation. Comme à Paris, cette escalade de la violence provoque au contraire une politisation accrue des lycéens et étudiants. La coordination vote alors la grève générale illimitée et demande les démissions des ministres de l'Education et de l'Intérieur. De leur côté, les autorités sont prêtes à quelques concessions financières, mais restent inflexibles sur le maintien de la sélection. Cependant le gouvernement ne parvient pas à isoler le mouvement. En témoignent les résultats du sondage du quotidien *El País*: 67% de la population donne raison aux étudiants contre 13% au ministre de l'Education.

Le conflit entre temps s'intensifie. A leur tour les professeurs entrent en grève, les 27, 28 et 29 janvier, pour protester contre le nouveau statut des enseignants. L'opposition parlementaire bourgeoise, par opportunisme, et la gauche non gouvernementale demandent la comparution de Maravall, ministre de l'Education, et de Barriónuevo (Intérieur) devant les commissions ad hoc du parlement. Ces auditions, au début février, donnent lieu à de nouvelles manifestations devant les Cortès. Finalement Maravall recevra les lycéens, mais le bras de fer continue. Le 31 janvier, la coordination suspend la grève générale et décide de poursuivre la lutte par d'autres moyens, prête à remettre la compresse si les événements l'exigent...¹

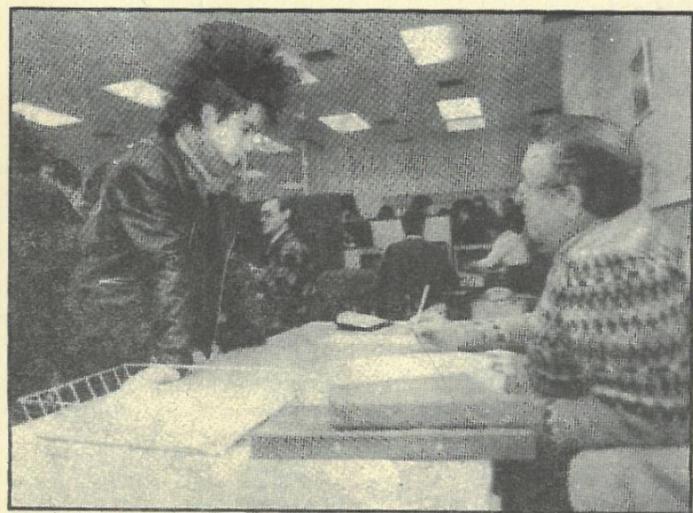
Au cours de cette fantastique mobilisation, une question s'est de plus en plus imposée. Comment un gouvernement de gauche, élu par dix millions de salarié(e)s,

peut-il proposer une réforme de l'enseignement aussi sélective et réprimer violemment les jeunes dans la rue? Au moins Chirac, le représentant de la droite, avait la cohérence pour lui. Aussi d'autres "déceptions" reviennent-elles en mémoire: l'intégration de l'Espagne à l'OTAN par exemple, ou les plans économiques "socialistes" incluant des dizaines de milliers de licenciements; sans compter les promesses non tenues de création d'emplois pour les jeunes, les tergiversations sur l'avortement, le durcissement contre les minorités nationales, etc.

Les jeunes n'ont plus confiance dans cette gauche, ce "socialisme" là. Le défi est à relever pour une nouvelle gauche politique et syndicale non compromise. Ils sont prêts à en être les forces vives.

Z. Teufel

1. Et en effet puisque une nouvelle grève générale est prévue du 9 au 13 février ainsi qu'une marche sur Madrid le 11. Le mouvement lycéen, lui, a organisé le 6 février une manifestation devant le palais présidentiel de la Moncloa.



51 o/o des jeunes au chômage. Ici à l'Office de l'emploi.

aveugle" me dit Juan, en décembre dernier, un lycéen de Grenade (Andalousie). "En Espagne, insiste-t-il, la prise de conscience des jeunes ne tombe pas du ciel. Elle s'est forgée dans l'expérience des larges luttes contre l'OTAN, l'alliance pro-américaine soutenue par le gouvernement socialiste, pourtant élu sur des positions anti-OTAN. S'y est ajouté le projet provocateur de réforme de l'enseignement et ceci avec un chômage jeune important: une réforme qui accentue la sélection en durcissant les examens d'entrée à l'uni (en Espagne le candidat à

cembre nous a surpris. De nombreux lycéens, dont le noyau actif sont les élèves d'orientation universitaire, occupent leurs écoles ou descendent dans la rue. En Andalousie, 80% des lycéens participent au mouvement. Le point faible, c'est la mobilisation étudiante. Le marché du travail est à ce point restreint et la concurrence si vive que les étudiants "bachottent" à n'en plus pouvoir.

On a remis ça le 17 décembre. Avec succès également. Et la trêve de Noël sera mise à profit pour peaufiner un nouveau syndicat étudiant, améliorer la coordination



Un flic dégaine: une blessée par balle.